

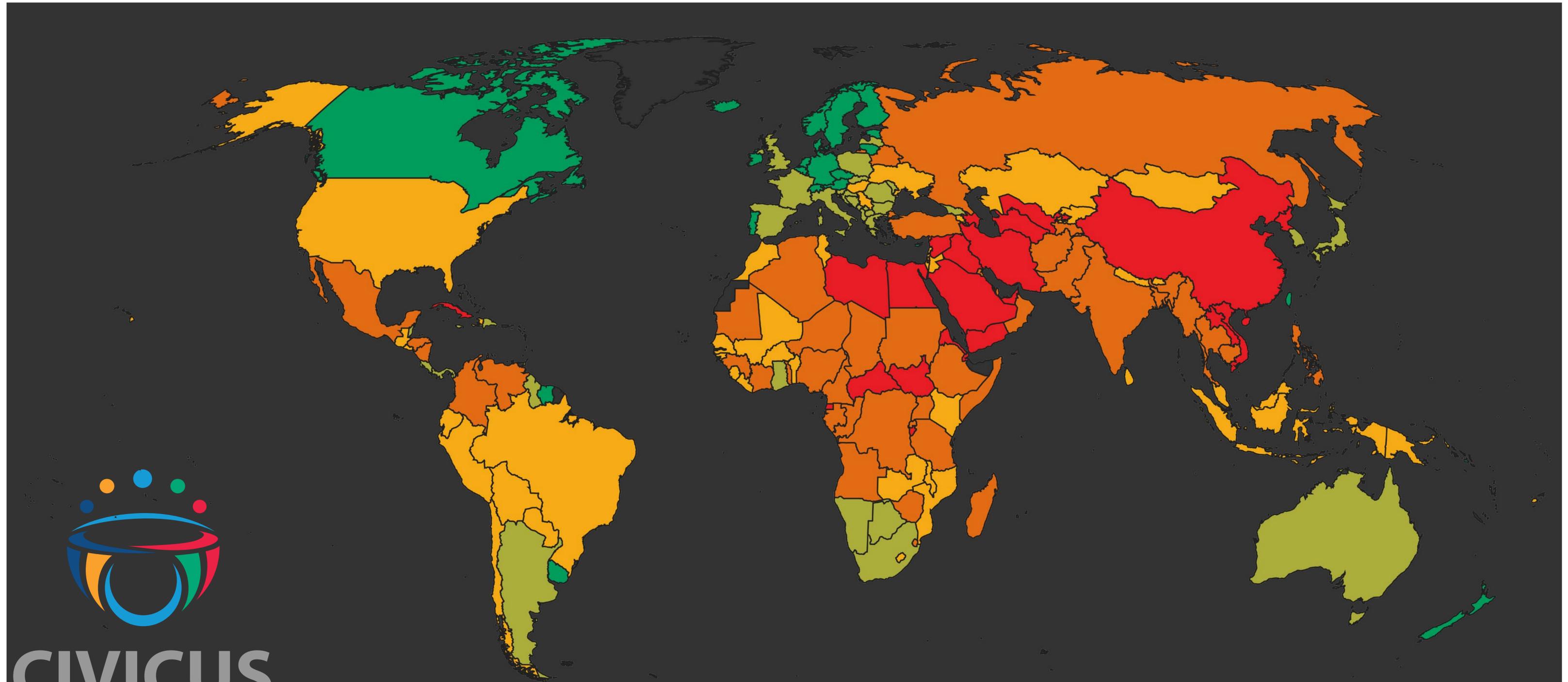


CIVICUS LE POUVOIR

DU PEUPLE ATTAQUÉ 2020

UN RAPPORT BASÉ SUR LES DONNÉES DU CIVICUS MONITOR

ISSN 2709-5541





REMERCIEMENTS

Le CIVICUS Monitor est une collaboration permanente de recherche entre l'alliance mondiale de la société civile CIVICUS et plus de 20 organisations partenaires de recherche qui ont fourni la majeure partie des données sur lesquelles ce rapport est basé. Nous retrouvons [ici](#) (en anglais) une liste complète et une description de nos partenaires.

L'équipe du CIVICUS Monitor est très reconnaissante de l'expertise et des conseils d'un comité consultatif qui examine tous les changements de classification suggérés et fournit des orientations et des conseils généraux. Les membres actuels du comité consultatif sont: Salwa Abdel Wahed, Gayoon Baek, Myriam Hernández, Hanna Forster, Khoo Ying Hooi, Ana María Palacios, Shariq Siddiqui, Dr Shailendra Singh, Mireille Tushiminina et Silke Pfeiffer.

L'équipe de recherche du CIVICUS Monitor: Marianna Belalba Barreto, Josef Benedict, Débora Leão, Sylvia Mbataru, Aarti Narsee et Ine Van Severen. Rédacteur en chef: Andrew Firmin. Montage / relecture: Margaret Fish. La conception et la mise en page : [Diego López](#) , Alain Zard et Matthew Reading-Smith.

L'équipe CIVICUS: Suhani Bhushan, Natalia Gomez Peña, Tor Hodenfield, David Kode, Masana Ndinga Kanga, Mawethu Nkolomba, Paul Mulindwa, Lisa Majumdar, Nina Teggarty, Mandeep Tiwana et Sibahle Zuma.

L'équipe du CIVICUS Monitor tient à remercier Dominic Perera et Bobbie Jo Traut pour leur soutien et leurs conseils.

Ce travail est sous licence [Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 International Licence](#). Les opinions exprimées sont celles du Secrétariat de CIVICUS et ne reflètent pas nécessairement celles des partenaires de recherche du CIVICUS Monitor.

CONTENU

MÉTHODOLOGIE	4
L'ESPACE CIVIQUE DANS UNE SPIRALE DESCENDANTE	5
COVID-19: UN PRÉTEXTE À LA RÉPRESSION	7
UN BLOCUS DE L'INFORMATION	9
SIMILITUDES ET DIFFÉRENCES RÉGIONALES	11
UNE CRISE INÉGALE	12
NOTES POSITIVES	13
AFRIQUE	14
AMÉRIQUES	21
RÉGION ASIE-PACIFIQUE	27
EUROPE ET ASIE CENTRALE	33
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	39
RECOMMANDATIONS	43
CLASSIFICATION RÉGIONALE	45



Morocco | Photo by Frédéric Soltan/Corbis via Getty Images



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

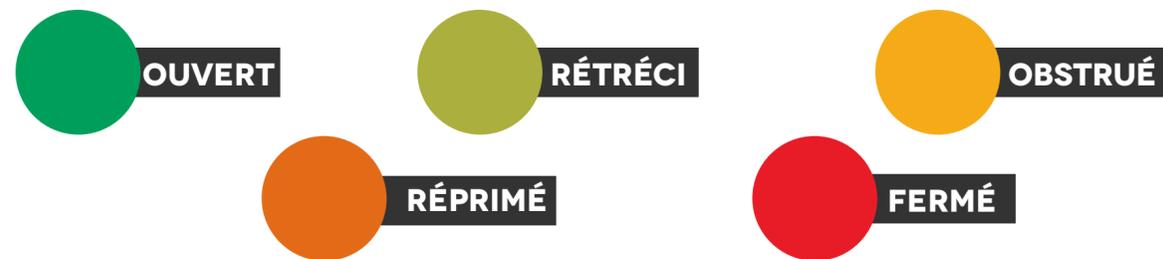
CLASSIFICATION
RÉGIONALE



MÉTHODOLOGIE

L'objectif du CIVICUS Monitor est de fournir une évaluation complète des conditions de la société civile dans les pays et au fil du temps. L'espace civique est défini comme la prise en considération dans les politiques et en pratique des libertés d'association, de réunion pacifique et d'expression. L'État a le devoir fondamental de protéger ces droits. Le CIVICUS Monitor conceptualise la situation de la société civile en termes de respect de ces quatre indicateurs.

Pour tenter de saisir cette dynamique à l'échelle mondiale, plus de 20 organisations du monde entier ont collaboré avec le CIVICUS Monitor pour fournir une base de données factuelles pour nos activités visant à améliorer l'espace civique. Afin de faire des comparaisons à une échelle mondiale et de suivre les tendances dans le temps, le CIVICUS Monitor réalise des classifications de l'espace civique pour 196 pays. L'espace civique de chaque pays est classé dans l'une des cinq catégories suivantes – «ouvert», «rétréci», «obstrué», «réprimé» ou «fermé» – sur la base d'une méthodologie qui combine plusieurs sources de données sur les libertés d'association, de réunion pacifique et d'expression.



Les mises à jour de l'espace civique provenant des partenaires de recherche du CIVICUS Monitor contiennent des informations qualitatives, descriptives liées à la situation de la société civile dans un pays. Ces informations qualitatives sont aiguillées grâce un ensemble de questions directrices et les données qui en résultent sont recueillies à partir de diverses sources primaires et secondaires. Dans de nombreux cas, les mises à jour spécifiques aux pays proviennent directement de la société civile nationale elle-même. Dans les pays où nous n'avons pas de partenaire de recherche, le CIVICUS Monitor s'appuie sur une variété d'autres sources produites aux niveaux national, régional et international pour définir les classifications des pays. Ces mises à jour de l'espace civique sont ensuite triangulées, vérifiées et marquées par l'équipe CIVICUS.

Ensemble, les partenaires de recherche ont publié, du 12 novembre 2019 au 31 octobre 2020, 516 mises à jour de la situation l'espace civique qui constituent la base de l'analyse présentée dans ce rapport. Pour la période évaluée, ces mises à jour de l'espace civique couvrent 153 pays.

Ce rapport analyse les tendances et les évolutions de l'espace civique depuis notre précédent rapport, publié en décembre 2019. Outre les tendances au niveau mondial, il analyse les tendances dans cinq régions: l'Afrique, les Amériques, l'Asie et Pacifique, l'Europe et l'Asie centrale ainsi que la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA).





MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

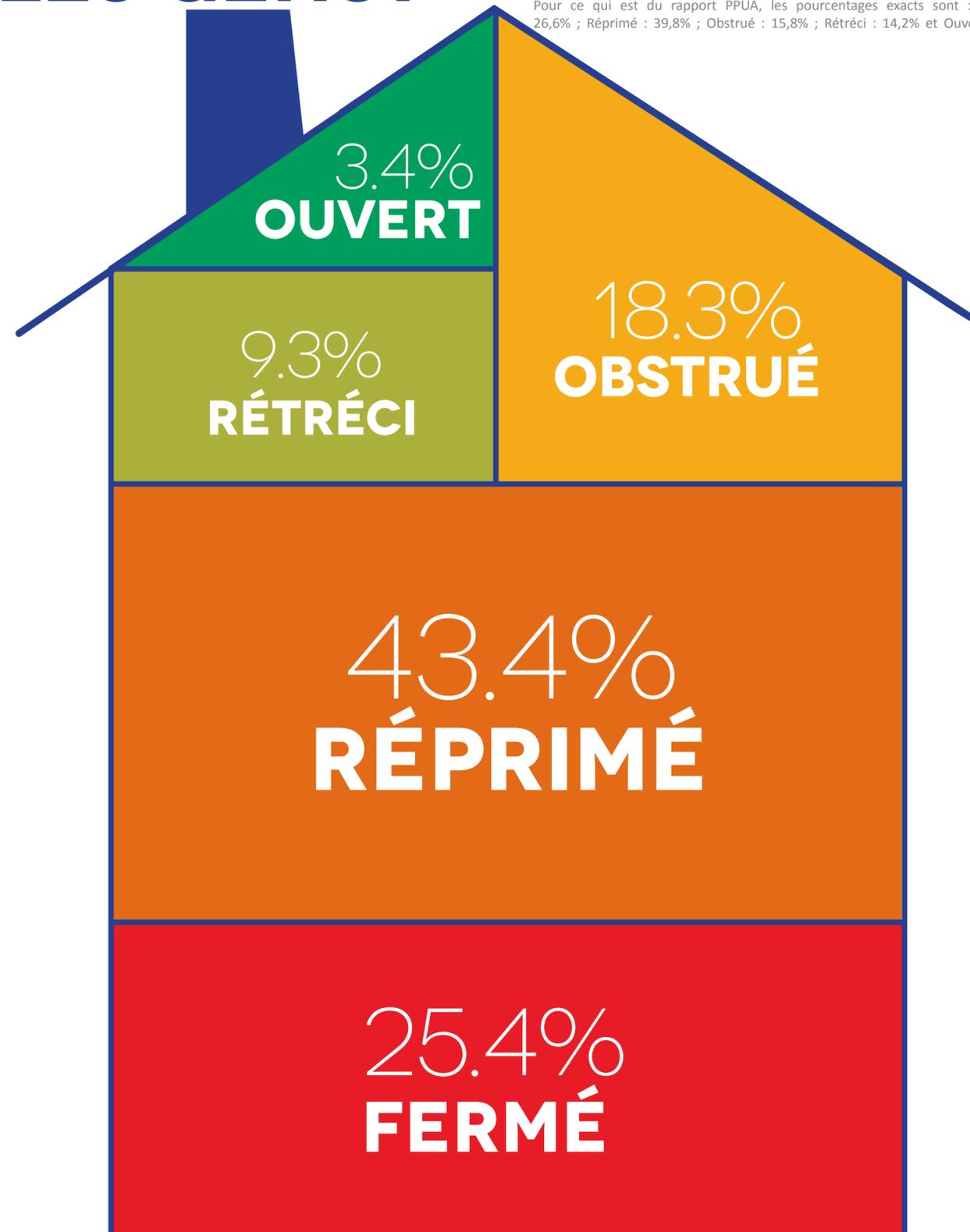
CLASSIFICATION
RÉGIONALE



OÙ VIVENT LES GENS?

BASÉ SUR LES DONNÉES DE LA BANQUE MONDIALE

Pour une meilleure précision et un meilleur exercice de comparaison dans la durée, cette année, nous avons ajouté un dixième de décimal aux pourcentages. Pour ce qui est du rapport PPUA, les pourcentages exacts sont : Fermé : 26,6% ; Réprimé : 39,8% ; Obstrué : 15,8% ; Rétréci : 14,2% et Ouvert : 3,4%



L'ESPACE CIVIQUE DANS UNE SPIRALE DESCENDANTE

La situation de l'espace civique se détériore d'année en année. En 2020, 43,4% de la population mondiale vivent désormais dans des pays considérés comme ayant un espace civique réprimé – à savoir plus de 2,3 milliards de personnes – tandis que le pourcentage de personnes vivant dans des pays où l'espace civique est obstrué est passé de 15,8% à 18,3%.

Alors que le nombre de personnes vivant dans des conditions d'espace civique fermé a baissé dans la RDC et au Soudan, en grande partie grâce à des améliorations saluées mais encore limitées, le nombre de personnes vivant dans des pays soumis à de graves mesures de restrictions a augmenté. Désormais, 87% de la population mondiale vivent dans des pays classés comme « fermé », « réprimé » ou « obstrué ».

En 2020, seulement 12,7% de la population mondiale vivent dans des pays où l'espace civique est classé « ouvert » ou « rétréci », une baisse importante par rapport aux 17,6% constatés en 2019.

La dernière mise à jour des classifications du CIVICUS Monitor en décembre 2020 indique que la société civile continue de travailler et de fonctionner dans un environnement de plus en plus hostile. Nos données montrent qu'il y a 23 pays avec un espace civique fermé, 44 pays avec un espace réprimé et 47 avec un espace obstrué, ce qui signifie que 114 pays sont considérés comme ayant de graves restrictions d'espace civique. En comparaison, 40 pays sont classés comme ayant un espace civique rétréci et à peine 42 pays sont classés « ouverts ». Depuis notre précédent rapport, publié en décembre 2019, il est question d'un nouveau recul : davantage de pays sont passés aux catégories obstruée et réprimée et on en trouve peu où les conditions de l'espace civique se sont améliorées.

Les classifications de l'espace civique ont changé pour 13 pays depuis notre mise à jour de décembre 2019: les classifications se sont améliorées pour seulement deux pays, tandis que pour onze d'entre eux, elles se sont dégradées.

Dans les Amériques, notre dernière analyse montre que la prise en considération de l'espace civique est en recul dans des pays qui s'étaient auparavant vantés de leurs performances en matière de respect des libertés fondamentales, ou dans lesquels il y avait eu des améliorations au cours des années précédentes. La classification de l'espace civique du Costa Rica passe d'« ouvert » à « rétréci », tandis que trois pays appartenant à la catégorie « rétréci » – le Chili, l'Équateur et les États-Unis – se voient déclassés à « obstrué ».



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE DANS UNE SPIRALE DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE L'INFORMATION

SIMILITUDES ET DIFFÉRENCES RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

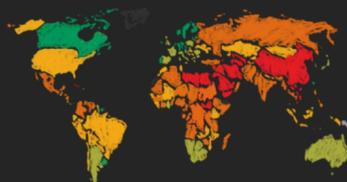
RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

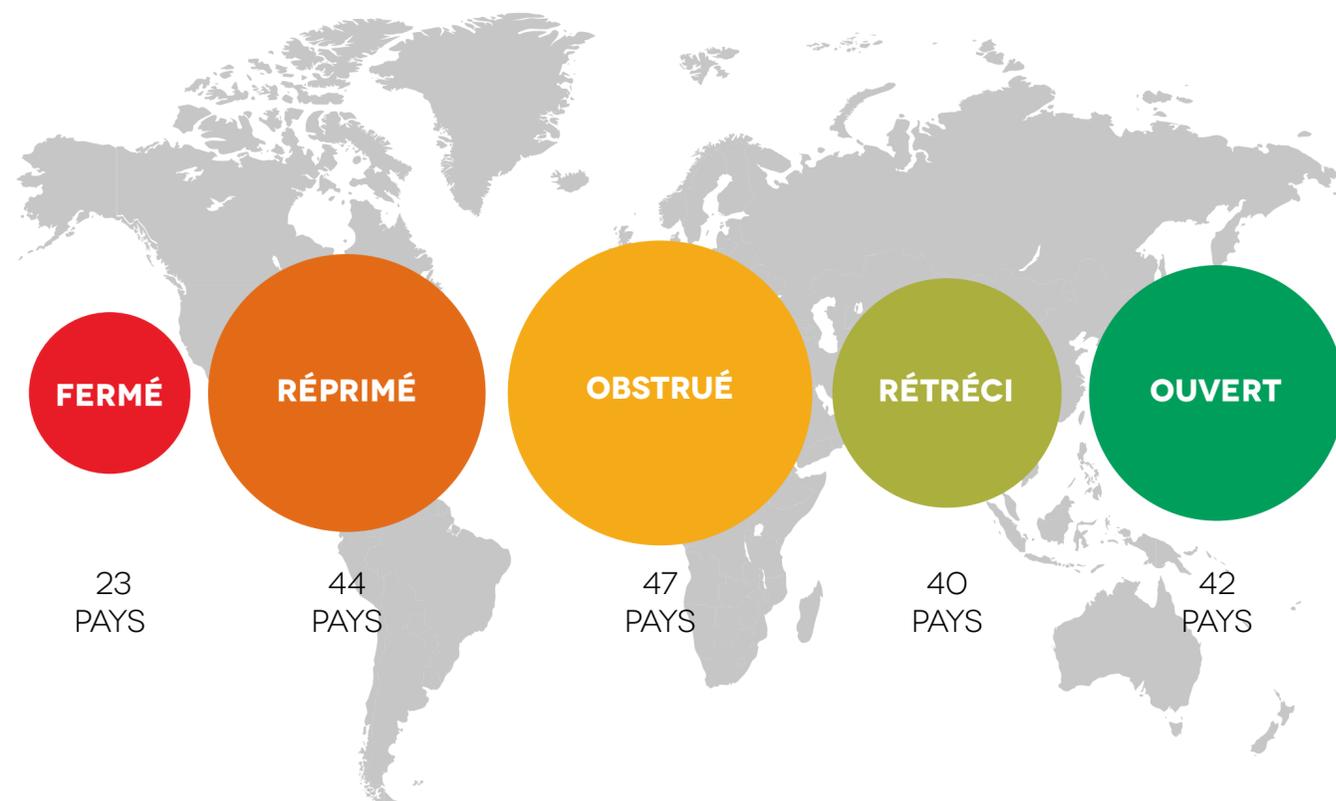
CLASSIFICATION RÉGIONALE



Le déclin de la situation de l'espace civique en Asie demeure une source de préoccupation. Les Philippines régressent de la catégorie « obstrué » à « réprimé », en raison notamment des campagnes de dénigrement des militants et du ciblage des défenseurs des droits humains et des journalistes.

En Afrique, et en particulier en Afrique de l'Ouest, l'espace civique continue de se détériorer, avec quatre pays – la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Niger et le Togo – passant de la catégorie « obstrué » à « réprimé ». En République Démocratique du Congo (RDC), des mesures encourageantes ont été prises depuis l'entrée en fonction du président Félix Tshisekedi en janvier 2019. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire pour rompre avec les violations systématiques des droits humains qui caractérisaient l'administration précédente, certaines des avancées font passer la classification d'espace civique de la RDC de « fermé » à « réprimé ». Le Soudan est également passé de la catégorie « fermé » à la catégorie « réprimé », car la formation du gouvernement de transition en 2019 et les efforts initiaux de réforme ont amélioré la situation de l'espace civique.

PAYS PAR CATÉGORIE



CHANGEMENTS DANS LA CLASSIFICATION DES PAYS

DÉGRADEDES

COSTA RICA	OUVERT	RÉTRÉCI
SLOVÉNIE	OUVERT	RÉTRÉCI
CHILI	RÉTRÉCI	OBSTRUÉ
ÉQUATEUR	RÉTRÉCI	OBSTRUÉ
ÉTATS-UNIS	RÉTRÉCI	OBSTRUÉ
CÔTE D'IVOIRE	OBSTRUÉ	RÉPRIMÉ
GUINÉE	OBSTRUÉ	RÉPRIMÉ
NIGER	OBSTRUÉ	RÉPRIMÉ
TOGO	OBSTRUÉ	RÉPRIMÉ
PHILIPPINES	OBSTRUÉ	RÉPRIMÉ
IRAK	RÉPRIMÉ	FERMÉ

AMÉLIORÉES

SOUDAN	FERMÉ	RÉPRIMÉ
RÉPUBLIQUE DU CONGO	FERMÉ	RÉPRIMÉ

L'Europe est la région du monde avec les pays les plus ouverts, mais un aperçu de la situation montre encore un recul tandis que la Slovaquie passe de la classification « ouvert » à la classification « rétréci ». Sur une note plus positive, à la suite d'un changement de gouvernement qui a conduit à une amélioration des relations avec la société civile, la classification de l'Autriche est passée de « rétréci » à « ouvert » en octobre 2020.

La région MENA, la région qui compte le plus de pays dans la catégorie « fermé », en ajoute un de plus à la liste, l'Irak, passant de la catégorie « réprimé » à « fermé » tandis que le pays, en réaction au mouvement actuel de protestation, continue de connaître une répression massive des libertés d'expression et de réunion pacifique.



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



Hong Kong | photo par Roy Liu/Bloomberg via Getty Images

COVID-19: UN PRÉTEXTE À LA RÉPRESSION

Le 11 mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé **a déclaré** la COVID-19 comme étant une pandémie. Les gouvernements du monde entier ont commencé à prendre des mesures extraordinaires et à promulguer des lois d'urgence, dans le but déclaré de protéger la santé et la vie des gens. Si les limitations des droits sont autorisées par le droit international en réponse aux urgences sanitaires, le droit international stipule clairement que ces limitations doivent être proportionnées, nécessaires et non discriminatoires. Cependant,

notre étude suggère que les gouvernements répressifs ont profité de la pandémie pour introduire ou appliquer aux libertés civiles des restrictions supplémentaires. 2019 a été une année de manifestations, car les inégalités croissantes, les conditions économiques désastreuses et le besoin impérieux de revendiquer les droits fondamentaux ont conduit les gens à travers le monde à descendre dans la rue. En 2020, les gens ont continué à se **mobiliser** (en anglais), en utilisant des formes originales et alternatives de protestation, y compris des manifestations en ligne, des manifestations avec port de masques et des manifestations respectant les mesures de distanciation. Malgré la pandémie, des revendications pressantes de droits ont amené les gens dans la rue pour exiger un changement politique et structurel, notamment au **Chili**, à **Hong Kong** (documents en anglais) et au **Nigéria** (en anglais). Aux **États-Unis** (en anglais), des manifestations massives pour exiger



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



la justice raciale et la redevabilité de la police **ont éclaté** (en anglais) à travers le pays après le meurtre de George Floyd, un homme noir, par un policier de Minneapolis; de nombreux autres dans le monde se sont joints à leur cause et ont attiré l'attention sur leurs propres problèmes d'injustice raciale. En **Biélorussie** (en anglais) et au **Kirghizistan** (en anglais), les gens se sont joints aux manifestations pour des élections libres et transparentes après avoir été privés de leurs libertés démocratiques. Alors que dans de nombreux pays la pandémie a encore aggravé les conditions économiques déjà désastreuses, les gens ont revendiqué pour exiger de la nourriture, des services de base et de meilleures conditions de travail et ce dans un grand nombre de pays, dont le **Venezuela** (en anglais) et le **Zimbabwe** (en anglais)

Plutôt que de s'attaquer aux causes profondes du mécontentement des gens, les gouvernements axent leurs efforts sur la restriction des droits et sur la répression. Selon les 516 mises à jour du CIVICUS Monitor sur la période couverte par ce rapport, le droit fondamental de réunion pacifique continue d'être attaqué. Nos données montrent que la détention des manifestants et le recours excessif à la force à leur encontre sont les tactiques les plus couramment utilisées par les autorités gouvernementales pour restreindre le droit de réunion pacifique. Ce n'est pas une nouvelle tendance; cela a été régulièrement observé en 2019, mais ce qui a changé en 2020, c'est que plusieurs gouvernements ont utilisé la pandémie comme excuse pour restreindre les activités démocratiques et remettre en cause les libertés civiles.

Il était paradoxal, compte tenu de la pandémie, que la principale tactique utilisée par les gouvernements pour décourager et punir ceux qui descendaient dans la rue était la détention, ce qui signifie qu'ils emmenaient souvent les gens des espaces publics ouverts et les enfermaient dans des prisons fermées et souvent surpeuplées, des conditions qui ne pouvaient qu'aggraver la propagation du virus. Les mécanismes internationaux **ont toujours indiqué** que les sanctions appliquées aux personnes qui défient les mesures de restriction ne devraient pas contribuer à la propagation des maladies infectieuses. L'utilisation généralisée de la détention comme tactique pose la question de savoir si les gouvernements ont toujours été véritablement motivés par la nécessité de garantir la santé publique ou si le COVID-19 a plutôt été utilisé comme prétexte pour réprimer les manifestations.

Les manifestations déclenchées suite à l'assassinat de George Floyd aux États-Unis se sont heurtées à la force excessive de la police militarisée et celle des forces de sécurité. Les autorités, dont le président Donald Trump, **ont attisé** (en anglais) la violence en encourageant les forces de l'ordre à répondre par la force. Dans un cas qui a défrayé la chronique, le procureur général **a ordonné** (document en anglais) l'utilisation de gaz lacrymogène contre des manifestants pacifiques dans le seul but de permettre au président de prendre une photo près d'une église locale. L'utilisation de gaz lacrymogènes a conduit les experts de la santé à relever que ce sont des produits chimiques qui **compromettent** (en anglais) la santé des personnes à un moment où le monde est aux prises avec un virus respiratoire.

En France, en mai 2020, le gouvernement **a décrété une interdiction** (en anglais) de réunion pacifique à la suite de mesures sanitaires d'urgence pour lutter contre la pandémie. Alors que le Conseil d'État a limité l'interdiction aux manifestations de plus de 5 000 personnes un mois plus tard, les autorités utilisaient des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestations. Avant même que la pandémie ne soit déclarée, les autorités **ont eu recours** (en anglais) à la force excessive contre des manifestantes féministes qui ont été la cible de gaz lacrymogène et tabassées par la police.

En Thaïlande, depuis le début de 2020, des milliers de personnes **ont manifesté** (en anglais) pour demander la dissolution du gouvernement thaïlandais soutenu par l'armée, la rédaction d'une nouvelle Constitution et la fin des intimidations en l'encontre des militants et des critiques du gouvernement. Les autorités ont réagi en intimidant et en détenant les manifestants, en bloquant physiquement l'accès aux sites de manifestations, en fermant les transports et dans certains cas en dispersant les manifestations par l'emploi d'une force excessive.

En Guinée, les **manifestations** (en anglais) ainsi que l'activisme contre le remplacement de la Constitution de 2010 se sont heurtées à un recours excessif à la force. Des dizaines de manifestants ont été tués. On a également assisté à de nombreuses arrestations arbitraires et des poursuites contre des défenseurs des droits humains ainsi qu'à l'encontre des manifestants.

Les répressions des manifestations ont eu lieu indépendamment du niveau sous-jacent de liberté de la société civile. Le CIVICUS Monitor a documenté la détention de manifestants ainsi que le recours à la force excessive utilisés pour disperser et entraver les manifestations dans des pays classés dans les catégories « fermé » ou « réprimé », comme l'**Azerbaïdjan**, la **Biélorussie**, **Djibouti** et l'**Ouganda** (en anglais), mais aussi dans des pays où les gens ont généralement pu exercer leur libertés sans entrave majeure, comme la **Belgique** (en anglais) et la **Suède** (en anglais). La détention de manifestants était l'une des principales tactiques utilisées dans les pays classés comme ayant un espace civique ouvert.



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



UN BLOCUS DE L'INFORMATION

«La censure peut tuer, volontairement ou par négligence», a déclaré la Rapporteuse Spéciale des Nations Unies sur la Liberté d'Opinion et d'Expression dans son **dernier rapport**, soulignant l'importance de la libre circulation de l'information pour la protection de la vie et de la santé.

Cependant, l'expression de la dissidence, les efforts visant à tenir les décideurs redevables et la capacité de partager et de diffuser librement l'information continuent d'être l'ennemi de nombreux gouvernements: la censure figure en bonne place dans les 516 rapports sur



Turquie | photo par Chris McGrath/ Getty Images

l'espace civique publiés au cours de cette période. Cette tactique est généralement associée au harcèlement et à l'intimidation des activistes et aux attaques contre les journalistes, qui figurent également parmi les principales violations documentées. Cette tendance confirme les évolutions inquiétantes **documentées** (document pdf en anglais) l'année dernière, lorsque la censure est devenue la principale tactique utilisée par les gouvernements pour étouffer les opinions divergentes.

Certains gouvernements ont utilisé la pandémie du COVID-19 comme une occasion de faire taire les opinions divergentes. Les autorités chinoises, qui depuis des décennies ont visé la liberté d'expression, ont poursuivi leur chemin de répression, censurant de nombreux articles et publications sur les réseaux sociaux concernant la pandémie, y compris ceux publiés par les familles de personnes infectées cherchant de l'aide. En Turquie, où la liberté d'expression était mise à mal avant la pandémie, le gouvernement **a passé en revue** (en anglais) plus de 6000 comptes de médias sociaux pour des publications liées au COVID-19, a détenu des centaines de personnes et adopté une loi restrictive pour censurer les médias sociaux. Au Vanuatu, on **a annoncé** (en anglais) qu'il serait illégal pour les médias de publier des articles sur le COVID-19 sans avoir d'abord reçu l'autorisation des autorités. En Tanzanie, plusieurs médias et journalistes **ont fait face** (en anglais) à des réactions hostiles pour avoir rapporté des informations remettant en question le récit officiel sur la COVID-19, qui minimisait systématiquement la gravité de la pandémie.

Avant même que la COVID-19 ne soit déclaré pandémie, les États adoptaient une législation pour criminaliser la liberté d'expression sous prétexte d'empêcher la diffusion de «fausses nouvelles». Au Vietnam, le gouvernement **a annoncé** (en anglais) qu'il avait demandé à Facebook de «pré-censurer» le contenu en ligne et de supprimer les publicités «qui diffusent des fausses nouvelles liées à des questions politiques et ce sur demande du gouvernement». De même, à Singapour, la Loi sur la protection contre les fausses nouvelles et la manipulation en ligne est de plus en plus **utilisée pour cibler** (en anglais) l'opposition et les critiques.

Une autre tactique courante que les autorités utilisent pour empêcher la diffusion d'informations indépendantes est la coupure d'Internet ou le blocage de l'accès aux médias sociaux, en particulier pendant les élections ou les manifestations de masse. En 2020, cette tactique a été utilisée au **Bangladesh**, au **Tchad**, en **Ethiopie**, en **Inde** (documents en anglais) et en **Palestine** (en anglais), entre autres pays.



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



LES DIX PRINCIPALES VIOLATIONS DES LIBERTÉS CIVIQUES



1. ARRESTATION DE MANIFESTANTS



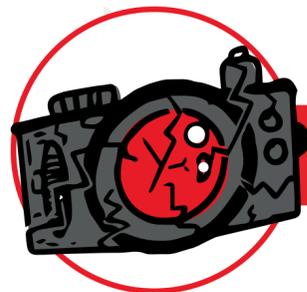
2. HARCÈLEMENT



3. CENSURE



4. INTIMIDATION



**5. ATTAQUES CONTRE
LES JOURNALISTES**



**6. DISPERSION
DE MANIFESTATIONS**



7. LOIS RESTRICTIVES



8. ARRESTATION DE JOURNALISTES



**9. USAGE EXCESSIF
DE LA FORCE**



**10. ARRESTATION DE
DÉFENSEURS DES
DROITS HUMAINS**



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

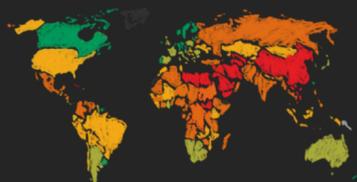
RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



SIMILITUDES ET DIFFÉRENCES RÉGIONALES

Dans les cinq régions couvertes par notre analyse, nous constatons des tendances communes, mais aussi des différences régionales. Par exemple, dans les Amériques, l'intimidation et le harcèlement sont les violations les plus fréquemment signalées. En Asie et dans le Pacifique, l'usage d'une législation restrictive constitue la tactique documentée la plus courante. La détention de manifestants arrive en tête de liste en Europe et en Asie centrale. Dans la région MENA, la tendance la plus fréquemment rapportée est la censure. En Afrique, la détention de journalistes est la violation de l'espace civique la plus courante.



Philippines | photo par Ezra Acayan/Getty Images



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



GROUPES LES PLUS FRÉQUEMMENT IMPLIQUÉS DANS DES INCIDENTS AU SEIN DE L'ESPACE CIVIQUE

1. FEMMES



2. SYNDICATS



3. JEUNES



4. PERSONNES LGBTQI



5. DÉFENSEURS DE L'ENVIRONNEMENT



UNE CRISE INÉGALE

Notre travail de suivi montre clairement que ceux qui sont à la tête des manifestations sur le terrain courent le risque de faire les frais des atteintes aux libertés fondamentales. Les journalistes d'investigation et les défenseurs critiques des droits humains sont également souvent les cibles de la répression.

Les groupes de défense des droits des femmes et les femmes défenseuses des droits humains continuent d'être fréquemment mentionnés dans les rapports du CIVICUS Monitor, figurant dans 25% des mises à jour. Cela comprend les cas où les droits des femmes constituent l'enjeu majeur des manifestations, comme au [Guatemala](#), au [Mexique](#), en [Namibie](#) (en anglais) et en [Pologne](#) (en anglais) et ceux où les violations ont ciblé les femmes, comme en [Bosnie-Herzégovine](#), en [Iran](#), au [Nicaragua](#), en [Arabie saoudite](#) (en anglais) et en [Tunisie](#) (en anglais).

Cela est vrai pour toutes les régions à l'exception de l'Europe et de l'Asie centrale, où les groupes de défense des droits du travail sont référencés dans la même mesure que les femmes, en raison de nombreuses manifestations contre les impacts économiques de la COVID-19. Les groupes LGBTQI+ figurent également en bonne place. À l'échelle mondiale, d'autres groupes régulièrement mentionnés comprennent les groupes de défense des droits des travailleurs et les jeunes.



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE

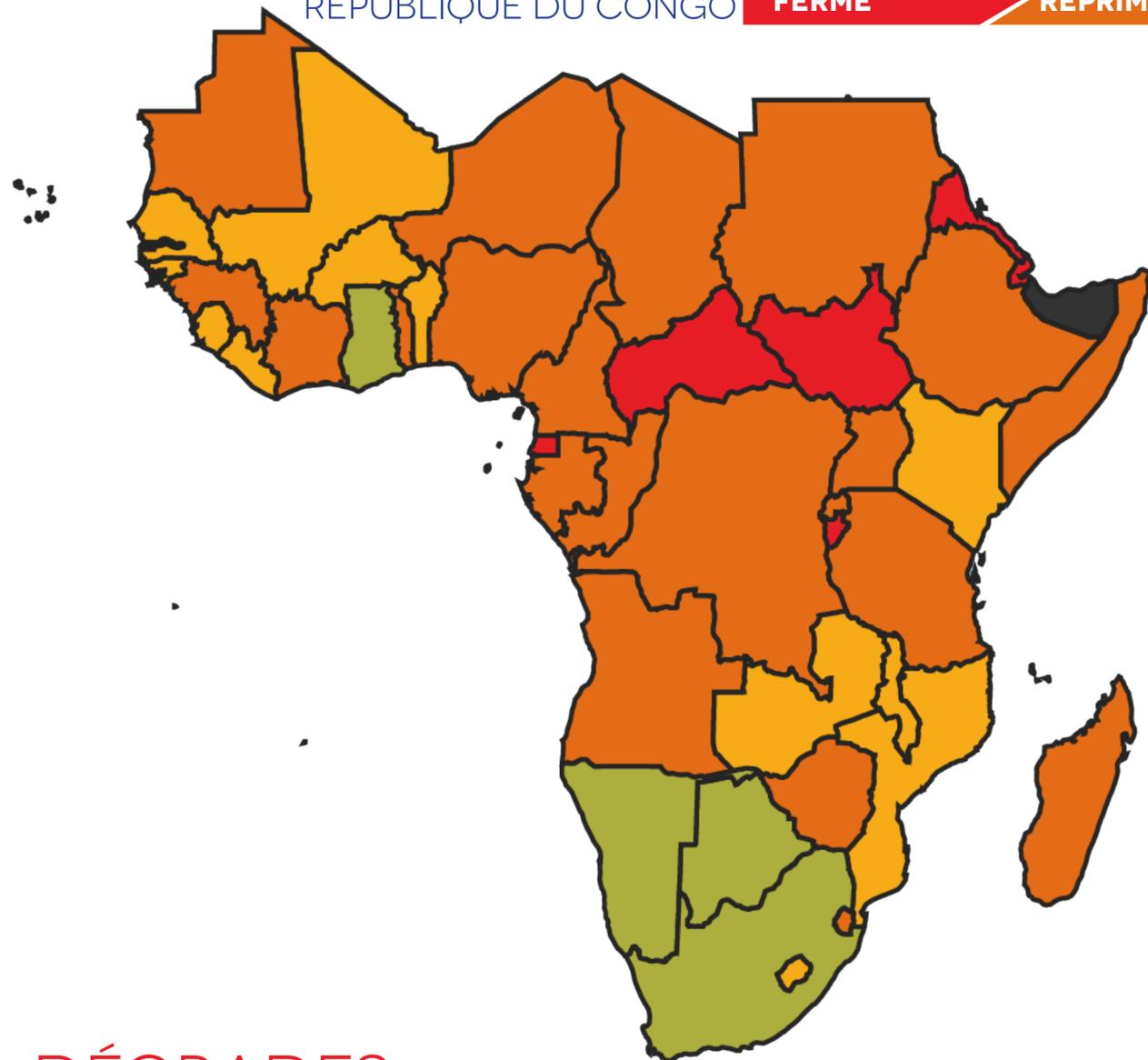


AFRIQUE

AMÉLIORÉES

SOUDAN FERMÉ RÉPRIMÉ

RÉPUBLIQUE DU CONGO FERMÉ RÉPRIMÉ



DÉGRADEDES

CÔTE D'IVOIRE OBSTRUÉ RÉPRIMÉ

GUINÉE OBSTRUÉ RÉPRIMÉ

NIGER OBSTRUÉ RÉPRIMÉ

TOGO OBSTRUÉ RÉPRIMÉ

UN APERÇU DES CLASSIFICATIONS

Sur les 55 pays d'Afrique, six sont classés comme « fermé », 21 comme « réprimé » et 14 comme « obstrué ». L'espace civique est « ouvert » dans les États insulaires du Cap Vert et São Tomé et Príncipe et « rétréci » dans six pays. Depuis la mise à jour précédente, les classifications de l'espace civique se sont dégradées en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Niger et au Togo et se sont améliorées en RDC et au Soudan.

L'espace civique en Afrique centrale reste affecté par les conflits armés, la faiblesse de l'état de droit, l'impunité et par la présence de gouvernements autoritaires fermement établis. Au Cameroun (en anglais), où le conflit dans les régions anglophones continue de plus belle avec de graves violations des droits humains perpétrées à la fois par des groupes séparatistes armés et des militaires, les libertés civiques restent **sévèrement limitées** (en anglais). 2020 a été témoin par exemple de l'ordre de fermeture des comptes bancaires d'une initiative de fonds de solidarité COVID-19 mise en place par le chef de l'opposition Maurice Kamto, de l'arrestation de certains de ses volontaires qui distribuaient des masques et des désinfectants, et des accusations du Ministre de l'Administration Territoriale prétendant que les OSC «déstabilisent le pays». Une classification améliorée en RDC (en anglais) reflète les premières mesures prises sous l'administration du président Tshisekedi pour rompre avec l'administration précédente, sous laquelle des centaines de manifestants ont été tués par les forces de sécurité, bien qu'il reste encore beaucoup à faire pour tenir les **promesses** (en anglais) faites par le président dans son discours d'investiture en janvier 2019 de respecter les libertés fondamentales des personnes et la liberté des médias.

Comme l'indique la dépréciation de la classification de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Niger et du Togo, l'espace civique continue de se dégrader en Afrique de l'Ouest, où plusieurs pays ont organisé des élections contestées. Les groupes et activistes pro-démocratie et anti-corruption ont été de plus en plus pris pour cible et les manifestations se sont heurtées à un usage excessif de la force. Au Bénin, le Code Numérique 2018 est de plus en plus **utilisé** (en anglais) contre des personnes exprimant des opinions divergentes. À la suite de manifestations antigouvernementales de masse en juin et juillet 2020, au cours desquelles au moins 11 manifestants **ont été tués** (en anglais), l'armée malienne a renversé le gouvernement lors d'un coup d'État. Un gouvernement de transition soutenu par l'armée, nommé en octobre 2020, gouvernera pendant 18 mois jusqu'à la tenue d'élections en 2022. Les attaques et les menaces contre les journalistes sont devenues monnaie courante au Ghana, au Libéria, au Nigéria (en anglais) et en Sierra Leone. En Afrique australe, des manifestations – sur des questions de droits du travail, de prestation de services et de violence sexiste – ont été dispersées par la force, notamment au Lesotho, en Namibie (en anglais) et en Afrique du Sud (en anglais). À Eswatini (Swaziland) et



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



en **Zambie** (en anglais), la liberté d'expression continue d'être confrontée à de graves contraintes, les autorités menaçant les organes de presse de suspension et d'arrestation de leurs employés. En Zambie, les manifestants prônant la bonne gouvernance et la démocratie **ont été intimidés** (en anglais) par les autorités, tandis que ceux d'Eswatini **ont été harcelés** (en anglais) par des perquisitions à domicile. Au Zimbabwe, au milieu d'une économie en déclin, de grèves et de boycotts réguliers des travailleurs, le gouvernement a continué (en anglais) de restreindre les libertés d'association et de réunion pacifique.

Dans l'Est et la Corne de l'Afrique, les autorités **tanzaniennes** (en anglais) ont continué de sévir contre l'espace civique à l'approche des élections d'octobre 2020, avec harcèlement, intimidation, arrestations arbitraires et poursuites judiciaires contre l'opposition politique, les défenseurs des droits humains et les journalistes. La couverture médiatique du COVID-19 a été réduite au silence et il est devenu de plus en plus difficile pour les organisations de défense des droits humains de fonctionner. Les changements politiques encourageants en **Éthiopie** (en anglais) en 2018 ont été sapés par une nouvelle répression contre les médias indépendants et l'opposition, et une réponse violente aux manifestations dans un contexte d'aggravation des tensions intercommunautaires et ethniques. L'amélioration de la classification de l'espace civique au Soudan reflète une ouverture de l'espace pour les activistes et les journalistes à la suite de la formation d'un gouvernement de transition et des réformes initiales, bien qu'il reste encore beaucoup à faire, y compris l'abrogation des lois restrictives.

Sur une note négative, les individus et les OSC de trois pays ne seront plus autorisés à faire appel directement à la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples: la **Tanzanie** (en anglais) a retiré cette liaison essentielle pour la redevabilité en décembre 2019, suivie en avril 2020 par le **Bénin** (en anglais) et la Côte d'Ivoire (en anglais).

RESTRICTIONS DE L'ESPACE CIVIQUE

En Afrique, les violations de l'espace civique les plus courantes enregistrées par le CIVICUS Monitor au cours de la période considérée ont été la détention de journalistes, suivie de la perturbation des manifestations, de la censure, de l'intimidation et de la détention de manifestants.

LES CINQ TYPES DE VIOLATIONS LES PLUS FRÉQUENTES DE LA RÉGION AFRIQUE



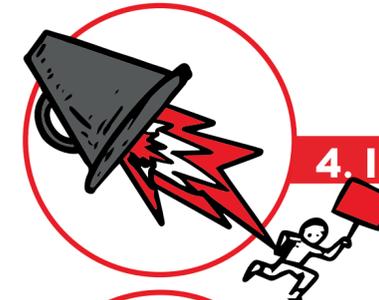
1. JOURNALIST DETAINED



2. DISPERSION DE MANIFESTATIONS



3. CENSURE



4. INTIMIDATION



5. ARRESTATION DE MANIFESTANTS



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



Zimbabwe | photo par Aaron Ufumeli/EPA

LA DÉTENTION DE JOURNALISTES

La détention de journalistes a pris de l'ampleur en Afrique, mentionnée dans près de la moitié des mises à jour du CIVICUS Monitor durant cette période, et ce dans 28 pays différents.

En **Somalie** (en anglais) et au **Soudan du Sud** (en anglais), les journalistes font fréquemment l'objet d'arrestations arbitraires en raison de reportages critiquant les autorités. Au Cameroun, l'un des principaux geôliers de journalistes du continent, l'armée a admis après dix mois en juin 2020 que le journaliste Samuel Abuwe Ajieka, également connu sous le nom de Samuel Wazizi, était **décédé** (en anglais) le 17 août 2019, peu de temps après son arrestation. Au Burundi, quatre journalistes du journal indépendant Iwacu – Egide Harerimana, Christine Kamikazi, TERENCE MPOZENZI et Agnès Ndirubusa – **ont été condamnés** (en anglais) en janvier 2020 pour tentative de menace de déstabilisation de la sécurité intérieure de l'Etat, et condamnés à deux ans et demi assortis d'une amende. Les quatre **ont été arrêtés** (en anglais) en octobre 2019 alors qu'ils faisaient état des troubles qui ont éclaté après que des personnes armées sont entrées au Burundi depuis la RDC et qu'il y ait eu affrontement avec un autre groupe armé. Malgré la **promesse** (en anglais) du président Tshisekedi de transformer les médias en un

« véritable quatrième pouvoir », les journalistes continuent de faire face à des poursuites pénales en RDC. En 2020, plusieurs journalistes **ont été détenus** (en anglais) pour infraction de diffamation, pour insulte ou outrage aux autorités. Avant la dépénalisation de la diffamation et de la sédition en Sierra Leone en juillet 2020, Sylvia Blyden, éditrice du journal Awareness Times, **a été inculpée** (en anglais) le 22 mai 2020 de sédition, diffamation et entrave à la justice pour un message Facebook, passant 50 jours en prison avant d'être libérée sous caution.

Des journalistes ont également été arrêtés alors qu'ils couvraient des manifestations ou faisaient des reportages sur des questions sensibles telles que la corruption. Au Bénin, Ignace Sossou, journaliste d'investigation et rédacteur en chef du journal d'information en ligne Benin Web TV, **a été condamné** (en anglais) le 24 décembre 2020 à 18 mois de prison, plus tard **commués** (en anglais), pour « harcèlement par voie électronique » après avoir cité le procureur de la République sur Twitter. Au Zimbabwe, le journaliste Hopewell Chin'ono **a été arrêté** (en anglais) le 20 juillet 2020 et accusé d'incitation à la violence publique pour avoir dénoncé la corruption dans l'achat de fournitures médicales COVID-19. En Éthiopie, le journaliste Belay Menaye, le présentateur du bulletin d'information Mulugeta Anberbir et le caméraman Misganaw Kefelgn **ont été arrêtés** (en anglais) en août 2020 et de nouveau arrêtés en septembre 2020 sur des accusations d'incitation à la violence pour leurs **reportages** (en anglais) sur les manifestations et les troubles qui ont suivi le meurtre du chanteur et activiste Oromo Hachalu Hundessa, le 29 juin 2020. À Djibouti en juin et juillet 2020, plusieurs journalistes **ont été arrêtés** (en anglais) alors qu'ils couvraient des manifestations, d'autres ont été contraints de se cacher, à la suite de l'arrestation d'un officier militaire qui a diffusé une vidéo alléguant la corruption parmi des officiers militaires supérieurs et l'existence d'une discrimination fondée sur le clan au sein de l'armée. En Angola au moins six journalistes ont été arrêtés le 24 octobre 2020 alors qu'ils couvraient des manifestations organisées pour exiger la tenue d'élections municipales et l'amélioration des conditions de vie. Plus de 100 personnes ont été arrêtées ce jour-là, pendant que les policiers faisaient un usage excessif de la force contre les manifestants.

Des correspondants étrangers ont également été visés. En Guinée, Thomas Dietrich, le correspondant étranger de Le Média, a été agressé et menacé par les forces de sécurité après que ces dernières l'ont vu les filmer en train de frapper un manifestant. Il a été brièvement **détenu** (en anglais) puis expulsé vers la France avec le retrait de son accréditation.

Dans plusieurs pays, des journalistes ont également été détenus et arrêtés pour avoir rendu compte de la pandémie du COVID-19 ou pour avoir enfreint les règles de confinement, notamment au **Tchad**, en **Côte d'Ivoire**, au **Ghana**, au **Niger**, au **Nigeria**, au **Rwanda** (documents en anglais) et en **Somalie** (en anglais).



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



LA PERTURBATION DES MANIFESTATIONS

La perturbation des manifestations a été mentionnée dans 40 rapports du CIVICUS Monitor, couvrant 21 pays. La détention de manifestants a été signalée dans 33,3% des mises à jour et le recours excessif à la force dans 30,3%. Des manifestants ont été tués lors de manifestations au cours de l'année écoulée dans plusieurs pays, dont la Côte d'Ivoire, la RDC, l'Éthiopie, la Guinée, le Kenya, le Nigéria (documents en anglais) et le Mali (en anglais).

En mars 2020, des manifestations anti-corruption ont été dispersées (en anglais) par la police au Niger. Huit leaders de la société civile ont été arrêtés en relation avec la manifestation. A Djibouti, où les manifestations sont rares en raison de l'environnement répressif, les manifestations qui ont éclaté en juin et juillet 2020 se sont heurtées (en anglais) à une force policière excessive. Au Libéria, le 6 janvier 2020, une manifestation contre l'état désastreux de l'économie et la mauvaise gestion des fonds publics par le gouvernement a été dispersée (en anglais) par des policiers utilisant des gaz lacrymogènes et des canons à eau, blessant des dizaines de personnes. Suite à des élections législatives contestées, des manifestations antigouvernementales de masse ont éclaté (en anglais) au Mali en juin et juillet 2020. Au moins 11 manifestants ont été tués lors de manifestations organisées entre le 10 et le 12 juillet 2020 par la coalition « Mouvement du 5 juin » – « Rassemblement pour le Mali ». Les griefs sous-jacents des manifestants comprenaient l'incapacité du gouvernement à répondre à l'insécurité et à mettre fin à la violence, à la corruption et aux conditions économiques désastreuses. Le 31 juillet 2020, la police zimbabwéenne a dispersé (en anglais) une manifestation contre la corruption du gouvernement et le déclin économique du pays, arrêtant au moins 20 manifestants.

Les manifestations étudiantes, pour les droits du travail ou sur la prestation de services publics ont également éclaté dans plusieurs pays. Au Sénégal, neuf activistes du mouvement Noo Lank (Nous refusons) ont été arrêtés (en anglais) lors d'une manifestation de novembre 2019 contre l'augmentation des prix de l'électricité. Ces arrestations ont provoqué de nouvelles manifestations de la société civile en décembre 2019 et janvier 2020, qui ont été pour la plupart interdites par les autorités locales, et certaines d'entre elles ont été dispersées. Une personne a été tuée (en anglais) et des dizaines d'autres blessées au Kenya lors de manifestations dans le district de Kasarani à Nairobi contre le mauvais état de la route principale. Au Bénin, un étudiant a été tué (en anglais) le 24 mars 2020 lors d'affrontements avec des policiers de l'université d'Abomey-Calavi. Les étudiants ont protesté après que trois étudiants aient été arrêtés pour des actions de protestation visant à demander la suspension des cours pendant la pandémie COVID-19. À Eswatini, lorsque des milliers de fonctionnaires se sont rassemblés le 25 septembre 2020 pour exiger des salaires plus élevés, la police a utilisé (en anglais) des grenades assourdissantes, des canons à eau et des gaz

lacrymogènes pour disperser les manifestants. En mars 2020, au Mali, une manifestation des syndicats d'enseignants pour exiger des salaires plus élevés a été dispersée (en anglais).

Des manifestations contre l'insécurité croissante ont eu lieu et ont été dispersées (en anglais) au Burkina Faso. Dans l'est de la RDC, au moins dix manifestants ont été tués (en anglais) lors de manifestations contre la violence à l'encontre des civils perpétrée par des milices rebelles, dénonçant l'échec de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC (MONUSCO), la mission de maintien de la paix de l'ONU, à protéger les civils.

En Gambie, les manifestations organisées en janvier 2020 par le mouvement Three Years Jotna (trois ans assez) pour exiger la démission du président Adama Barrow après une période transitoire de trois ans, comme il l'avait promis durant sa campagne électorale, se sont heurtées (en anglais) à la force. Au moins 137 manifestants ont été arrêtés, des dizaines ont été blessés, deux stations de radio ont été suspendues et le mouvement interdit. Au Nigéria, les manifestations de jeunes #EndSARS contre la brutalité policière à travers le pays ont été accueillies avec une violence excessive, avec au moins 12 personnes tuées au poste de péage de Lekki, à Lagos, le 20 octobre 2020.

Au Libéria, en Namibie (documents en anglais) et en Afrique du Sud (en anglais), les



Côte d'Ivoire | Photo par Luc Gnago/REUTERS



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



manifestations contre la violence sexiste, notamment contre les taux élevés de violence sexuelle et de féminicides, ont été dispersées et empêchées par des policiers. La police ghanéenne a dispersé une manifestation Black Lives Matter à Accra et a arrêté et inculpé l'organisateur, Ernesto Yeboah, de l'Economic Freedom League.

Des manifestations liées au COVID-19, telles que des manifestations contre les couvre-feux, la fermeture des marchés, les retards dans la livraison des colis alimentaires pendant les confinements et la mise en place de centres de test COVID-19, ont eu lieu dans plusieurs pays, dont le **Burkina Faso**, la **Côte d'Ivoire**, la **Guinée**, le **Sénégal**, l'**Afrique du Sud** (documents en anglais) et l'Ouganda (en anglais). Certaines de ces manifestations ont été dispersées ou sont devenues violentes.

LA CENSURE

Comme les années précédentes, la censure a été signalée comme une atteinte majeure aux droits dans la région Afrique, mentionnée dans 39 mises à jour et ce dans 22 pays. La fermeture de l'accès à Internet ou de l'accès aux médias sociaux est devenue une tactique largement utilisée par les autorités pour étouffer les manifestations, en particulier avant et pendant les élections. Le Tchad, violateur connu des droits numériques, a de nouveau **bloqué** (en anglais) l'accès aux médias sociaux en juillet 2020 en tant que « mesure temporaire » pour empêcher « la propagation de messages d'incitation à la haine et à la division » après le partage d'une vidéo d'une altercation entre un officier militaire et un groupe de mécaniciens, dont l'un a été abattu. Un autre violateur de droits régulier, l'Éthiopie, **a coupé** (en anglais) Internet du 29 juin au 16 juillet 2020, affectant la plupart des régions du pays, alors que des manifestations ont éclaté contre le meurtre de Hachalu Hundessa. Au Mali, l'accès aux médias sociaux **a été partiellement interrompu** (en anglais) lors des manifestations antigouvernementales de masse qui ont débuté le 10 juillet 2020. En Somalie, la connexion Internet **a été coupée** (en anglais) à la suite de la destitution du Premier Ministre somalien Hassan Ali Khaire après un vote de défiance. Des fermetures ou des perturbations liées aux élections se sont produites au **Burundi** (en anglais) et en **Guinée** (en anglais).

Les régulateurs nationaux des médias ont, comme les années précédentes, suspendu les organes de presse et les journalistes pour leurs reportages. L'Autorité de Régulation des Communications de Tanzanie a continué de **suspendre** (en anglais) et d'infliger des amendes aux organes de presse; la licence pour contenu en ligne du quotidien Mwananchi a été suspendue, y compris pour sa couverture de la COVID-19. Le régulateur national des médias au Gabon **a ordonné** (en anglais), en janvier 2020, la confiscation de 7000 exemplaires de l'hebdomadaire Moutouki pour un article affirmant que le fils du président

Ali Bongo, Nouredin Bongo Valentin, était accusé par des groupes de la société civile de corruption, de détournement de fonds publics et de blanchiment d'argent. Au Rwanda, la censure des médias et l'autocensure **restent** (en anglais) monnaie courante, les opinions pro-gouvernementales dominant les médias nationaux avec le blocage croissant des sites d'information de l'étranger. Au Somaliland, le 18 novembre 2019, le ministère de l'Information **a suspendu** (en anglais) Horn Cable TV pendant que des agents de sécurité arrêtaient son rédacteur en chef, Abdiqaadir Saleban Aseyr. Au Togo, trois organes de presse – L'Alternative, Fraternité et Liberté – **ont été suspendus** (en anglais) par le régulateur des médias en mars et avril 2020; Fraternité a été suspendue pour avoir critiqué la suspension des deux autres organes de presse. En juin 2020, les autorités provinciales de la province de Mongala, en RDC, **ont ordonné** (en anglais) le licenciement de six journalistes et la suspension de plusieurs autres, en plus de la suspension de plusieurs programmes, « jusqu'à nouvel ordre ».

Certaines lois ou projets de loi récemment adoptés restreignent la liberté d'expression ou tentent d'accroître la censure ou l'autocensure. La société civile nigériane **a fait campagne et s'est mobilisée** (en anglais) contre l'adoption du projet de Loi de 2019 sur la Protection contre les fausses nouvelles et la manipulation d'Internet et autres infractions connexes et le projet de Loi sur le discours de haine. Le premier projet de loi aurait disposé que tous ceux qui font des déclarations sur les réseaux sociaux susceptibles de « diminuer la confiance du public » dans le gouvernement ou de compromettre la sécurité nationale sera passible d'une peine de trois ans de prison et d'une amende, et aurait permis aux



Ethiopie | photo par Getty Images



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

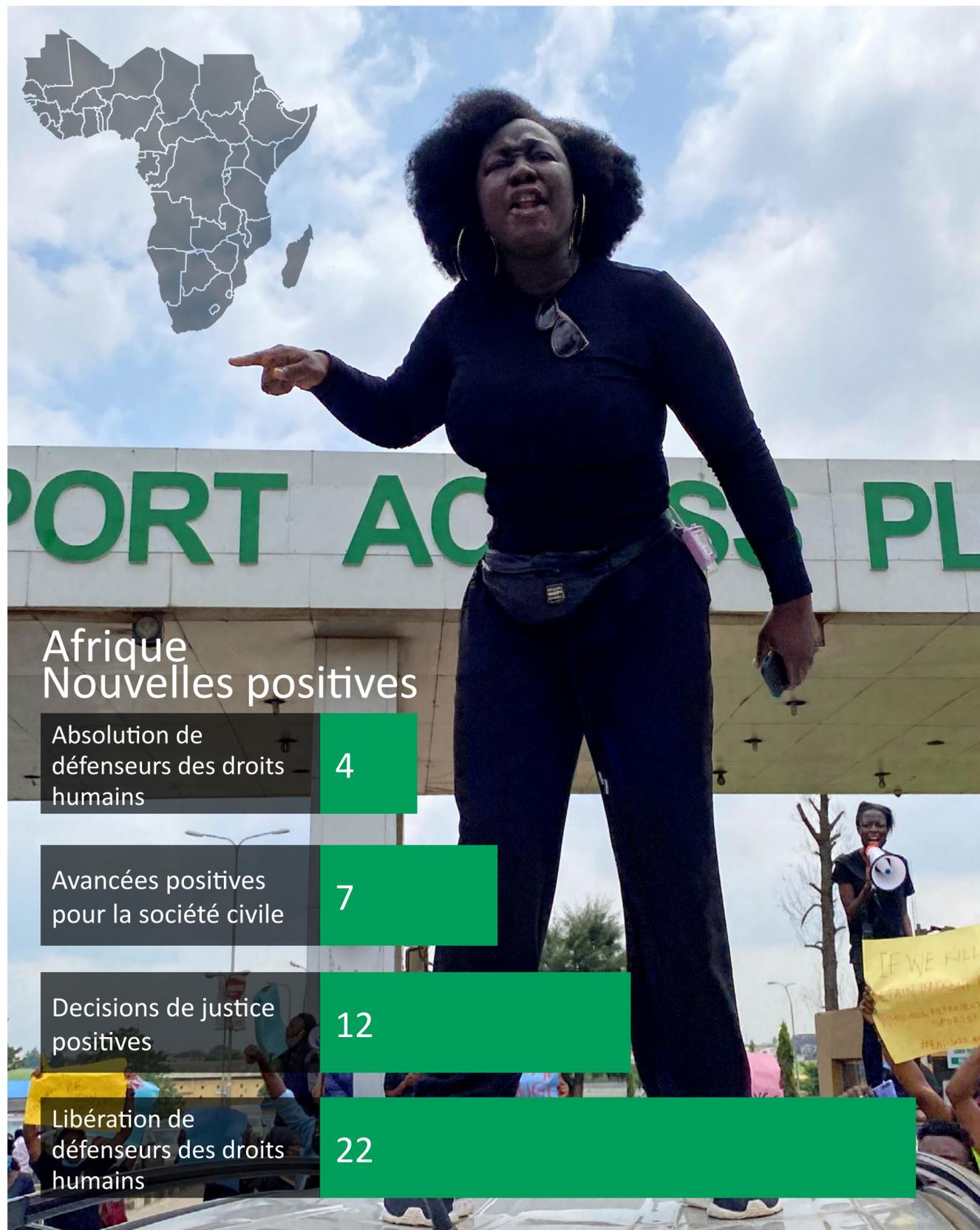
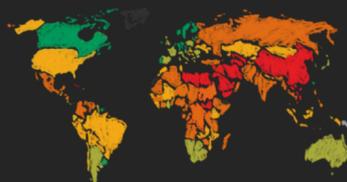
RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



Sur la base des 99 mises à jour publiées par le CIVICUS Monitor entre le 12 novembre 2019 et le 31 octobre 2020 concernant les pays de cette région. Nigeria | photo par Reuters

autorités d'ordonner la fermeture de l'accès à Internet et des réseaux sociaux. Un nouvel amendement à la loi somalienne sur les médias **restreint davantage** (en anglais) la liberté d'expression: la confidentialité des sources n'est pas protégée et les journalistes doivent s'accréditer et s'enregistrer dans une base de données gouvernementale. La loi prévoit des amendes pour les journalistes, amendes dont les maximums ne sont pas spécifiés. Au Niger, une nouvelle loi **adoptée** (en anglais) en juillet 2020 autorise l'interception des communications téléphoniques dans le cadre de la «lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale».

Il y a également eu des cas de censure sous la forme d'intimidation et de muselage de critiques, y compris des universitaires. Au Soudan du Sud, Taban Lo Liyong, un universitaire renommé de l'Université de Juba, **a été suspendu** (en anglais) pour un article d'opinion critiquant le gouvernement. Les étudiants et le personnel universitaires du Soudan du Sud doivent obtenir l'autorisation du Service de Sécurité Nationale (NSS) pour toute activité programmée et des agents infiltrés du NSS opèrent sur les campus. En **Tanzanie** (en anglais) et en **Ouganda** (en anglais), des comédiens et des musiciens ont été pris pour cible pour avoir critiqué les politiciens et les structures de gestion. Au Niger, au moins trois personnes, dont des membres de la société civile, **ont été arrêtées et inculpées** (en anglais) en vertu de la loi de 2019 sur la cybercriminalité pour avoir critiqué la réponse du gouvernement au COVID-19, y compris par le biais de messages privés sur WhatsApp.

EVOLUTIONS ENCOURAGEANTES

Au Gabon, en juin 2020, l'Assemblée nationale a **adopté** (en anglais) un amendement au Code pénal, dépénalisant les relations homosexuelles, un an après leur criminalisation, rendant potentiellement plus sûres les conditions de travail pour les organisations de défense des droits LGBTQI+. Le 23 juillet 2020, le Parlement de la Sierra Leone **a abrogé** (en anglais) la cinquième partie de la Loi de 1965 sur l'Ordre Public, qui criminalisait la sédition et la diffamation. **La Gambie** et **la Namibie** (en anglais) auront bientôt accès à des lois sur l'information, car des projets de loi ont été déposés en juin 2020 dans les deux pays pour examen par l'Assemblée Nationale. Après des efforts soutenus des organisations de liberté des médias qui ont adressé une pétition au Médiateur, le Mozambique **a abrogé** (en anglais) en mai 2020 le Décret Exécutif 40/2018, qui **fixait** (en anglais) des frais exorbitants pour l'enregistrement, l'octroi des licences et le renouvellement des licences pour les organes de presse et des frais élevés pour l'accréditation des journalistes locaux et étrangers.



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



ÉTUDES DE CAS

DE L'ESPOIR AU MALAWI APRÈS DES MANIFESTATIONS PROLONGÉES

Des manifestations de masse **ont éclaté** (en anglais) contre les résultats des élections présidentielles, législatives et locales du Malawi, tenues le 21 mai 2019. Peter Mutharika du Parti Démocrate Progressiste (DPP) a affirmé avoir gagné, mais les élections ont été contestées et entachées d'allégations de fraude. Les protestations, appelant initialement à la démission de la Commission Électorale du Malawi mais englobant plus tard des griefs plus larges, ont été maintenues. Les autorités, et en particulier les policiers, ont répondu aux manifestations par la violence, notamment par des actes de violences sexuelles à l'encontre des femmes, tandis que des défenseurs des droits humains et des leaders de manifestations ont été menacés. Après que la Cour constitutionnelle **a annulé** (en anglais) les résultats des élections en mars 2020, les autorités ont continué à sévir contre les militants et les voix dissidentes à l'approche de nouvelles élections. Les défenseurs des droits humains et leaders de la contestation Timothy Mtambo, le révérend McDonald Sembereka et Gift Trapence ont été arrêtés en mars 2020, tandis que des membres du corps judiciaire ont été persécutés. Malgré ces défis, la reprise des élections du 27 juin 2020 a vu un changement de pouvoir tandis que le chef de l'opposition Lazarus Chakwera remportait la majorité des voix.

PAYS PRÉOCCUPANTS: LES LIBERTÉS CIVIQUES EN JEU EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le déclassement de quatre pays d'Afrique de l'Ouest – Côte d'Ivoire, Guinée, Niger et Togo – juste un an après que la classification du Nigeria **ait été modifiée** (en anglais) en «réprimé» et deux ans après que la classification du Sénégal **ait été déclassée** (en anglais) à «obstrué», indique une tendance à la baisse dans la région. En Côte d'Ivoire, des manifestations et des violences **ont éclaté** (en anglais) en août 2020 à la suite de l'annonce par le président Alassane Ouattara de son intention de briguer un troisième mandat lors des élections du 31 octobre 2020. Des dizaines de personnes ont été tuées dans les troubles et les manifestations qui

ont suivi l'annonce. Ces dernières années, les autorités de Côte d'Ivoire ont adopté et **utilisé** (en anglais) des dispositions répressives limitant la liberté d'expression, visant les militants, y compris les militants évoluant en ligne, et les journalistes. En Guinée, pays figurant sur la liste de surveillance du CIVICUS Monitor des pays où on observe un déclin grave et rapide concernant l'espace civique, des manifestations de masse **se sont constituées** (en anglais) à partir d'octobre 2019 contre la décision du président Alpha Condé de modifier la Constitution pour lui permettre de se présenter pour un troisième mandat en octobre 2020. Les manifestants ont été confrontés à une violence excessive, avec notamment l'utilisation de balles réelles, les forces de sécurité **tuant** (en anglais) des dizaines de personnes et en **arrêtant** (en anglais) beaucoup d'autres. Les militants en faveur de la démocratie et les défenseurs des droits humains ont été pris pour cible et soumis à des arrestations arbitraires, à des harcèlements judiciaires et à des poursuites.

Les manifestations de la société civile sont presque systématiquement **interdites** (en anglais) au Niger, qui a été placé sur la liste de surveillance du CIVICUS Monitor en juin 2020. L'année 2020 a été marquée par l'arrestation arbitraire de plusieurs dirigeants de la société civile, journalistes et blogueurs. Huit leaders de la société civile **ont été arrêtés et poursuivis** (en anglais) à la suite d'une manifestation anti-corruption en réponse à la révélation en mars 2020 des cas de corruption au sein du Ministère de la Défense lors de l'acquisition de matériel militaire. La manifestation a été interdite et dispersée par les forces de sécurité. On a également **fait usage** (en anglais) d'une législation restrictive telle que la loi de 2019 sur la cybercriminalité à l'encontre des militants et des journalistes.

La classification de l'espace civique du Togo connaît un retour en arrière depuis la **répression** (en anglais) des manifestations antigouvernementales de l'opposition contre la mainmise continue sur le pouvoir par la famille Gnassingbé et pour exiger une limite de deux mandats pour les présidents. Les violations de l'espace civique depuis 2017 comprennent le meurtre de manifestants, les **arrestations et les poursuites** (en anglais) des défenseurs des droits humains et des activistes pro-démocratie, **l'interdiction** (en anglais) des manifestations de la société civile et de l'opposition, la **suspension** (en anglais) des organes de presse, la perturbation et la fermeture régulières de l'accès à Internet et aux réseaux sociaux, **l'adoption** (en anglais) d'une législation restrictive telle que la Loi sur la Cybersécurité de 2018 et l'amendement de 2019 de la loi sur les conditions et l'exercice de réunions pacifiques et de manifestations. Pour les **élections** présidentielles (en anglais) de février 2020, l'accréditation des groupes de la société civile pour observer les élections a été révoquée, tandis que l'accès aux médias sociaux était bloqué sur deux réseaux.



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

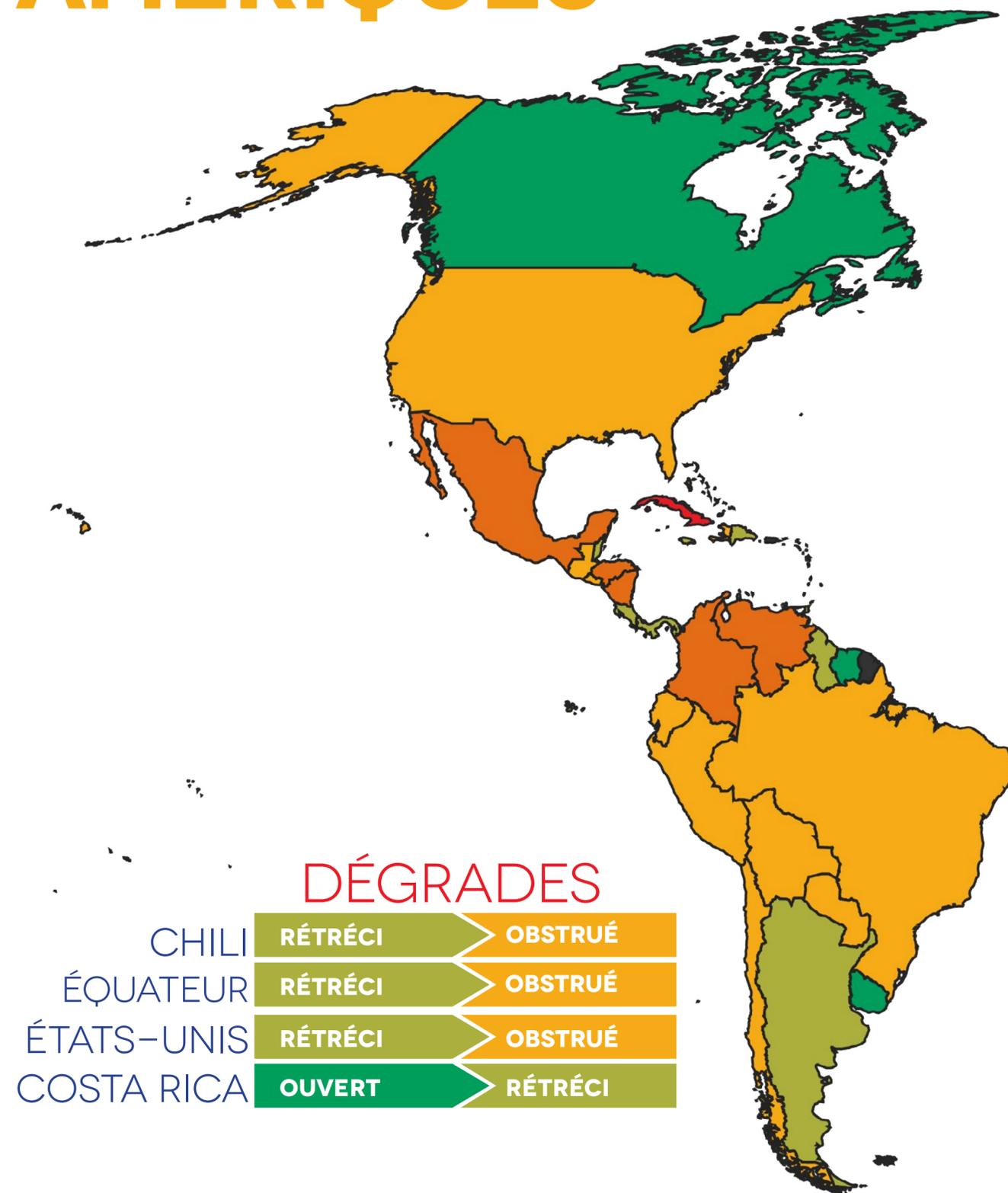
MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



AMÉRIQUES



UN APERÇU DES CLASSIFICATIONS

L'année a mis la société civile des Amériques à l'épreuve plus que toute autre ces derniers temps. Fin 2019, la région a tremblé sous les échos des manifestants qui inondaient les rues. Au Chili, par exemple, qui a bouleversé le monde avec une répression féroce contre les manifestants, il y avait un sentiment d'une dynamique qui prenait de l'ampleur et ce malgré la répression gouvernementale, y compris une répression sévère contre les manifestants. Mais en mars 2020, des restrictions de mouvements et des interdictions de rassemblements publics ont commencé à être mises en œuvre en réponse à la pandémie de COVID-19.

À première vue, la situation globale semble sombre dans la région, compte tenu d'importants reculs dans quatre pays où les libertés civiles avaient auparavant été bien respectées, la classification du Costa Rica passant de « ouvert » à « rétréci » et trois pays – le Chili, l'Équateur et les États-Unis – se dégradant de « rétréci » à « obstrué ». Le CIVICUS Monitor classe désormais l'espace civique comme « ouvert » dans seulement 10 des 35 pays des Amériques, comme « rétréci » dans neuf et comme « obstrué » dans 10 autres pays. L'espace civique demeure « réprimé » dans cinq pays de la région et « fermé » dans l'un des pays : Cuba.

Ces changements de classification reflètent en partie l'ampleur de la répression lorsque des mouvements de protestation de masse ont éclaté. Aux États-Unis, des forces de l'ordre militarisées ont arrêté (en anglais) des milliers de personnes, tiré sans discernement (en anglais) des gaz lacrymogènes et des projectiles et attaqué (en anglais) de façon systématique des journalistes lors de manifestations contre le racisme et la brutalité policière. Le déclassement du pays indique également un processus plus long de détérioration continue (en anglais) de la liberté d'expression et d'effritement des libertés civiles notamment par l'introduction de restrictions d'horaires et de lieux pour criminaliser les manifestations.

Au Chili (en anglais) et en Équateur (en anglais), les autorités ont refusé de prendre en compte les très nombreuses violations commises par les forces de l'ordre lors des manifestations, le gouvernement équatorien rejetant un rapport consignait des centaines de témoignages de violences subies par les manifestants. Au lieu de cela, le gouvernement équatorien a cherché à adopter une législation (en anglais) autorisant davantage de force excessive. En outre, les progrès (en anglais) de l'Équateur en matière de liberté des médias se sont révélés fragiles, la stigmatisation et les attaques contre les journalistes augmentant à nouveau. Les défenseurs équatoriens de la liberté des médias ont attesté (en anglais) que les violations de la liberté d'expression ont plus que doublé en 2019 par rapport à 2018. Au Chili, la police a continué à réprimer (en anglais) les manifestations alors même qu'elles devenaient sporadiques pendant la pandémie et ont tenté d'incriminer (en anglais) les



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



militantes féministes. Dans la région de La Araucania, les peuples autochtones mapuche ont également fait état d'une oppression croissante contre leurs communautés.

Les défenseurs des droits des peuples autochtones au Costa Rica ont également été confrontés (en anglais) à une recrudescence des attaques, avec un défenseur des droits humains **tué** (en anglais) et plusieurs autres violemment agressés. Des dizaines de manifestants **ont été arrêtés** (en anglais) suite à des manifestations contre les nouvelles mesures fiscales proposées débutées en septembre, et les autorités ont cherché à poursuivre les leaders des manifestations. Au début de 2020, le Costa Rica a également **adopté un règlement** (en anglais) limitant les grèves, approuvant une proposition de loi introduite pour limiter les manifestations après les mobilisations de masse en 2018.

Pourtant, même là où un il y a eu recul, la société civile a fait valoir ses droits. Lorsque les gouvernements ont tenté de promulguer une législation trop étendue avec la pandémie comme prétexte, comme en **Bolivie** (en anglais) et au **Honduras** (en anglais), la société civile a réussi à **réagir** (en anglais) contre les abus législatifs. Au Chili, des millions de personnes ont voté pour le lancement d'une convention afin de rédiger une nouvelle Constitution plus démocratique. La période couverte dans ce rapport a donc été celle d'une bataille constante en faveur de l'espace civique dans les Amériques.

«ILS NOUS TUENT»: LA VIE DES DÉFENSEURS EST EN DANGER

Comme le gouvernement colombien **proclamait** (en anglais) l'urgence sanitaire et mettait en place une quarantaine à l'échelle nationale, les défenseurs des droits humains se sont retrouvés exposés à un plus grand risque. De simples stratégies de sécurité, telles que la variation dans les itinéraires de voyage, sont devenues impossibles, rendant les dirigeants sociaux et les journalistes plus vulnérables. Pendant ce temps, les conflits territoriaux entre groupes armés se sont poursuivis au même moment que le gouvernement bloquait la mise en œuvre du processus de paix colombien. La montée de la **violence** (en anglais) a coûté la vie à des dizaines de défenseurs des droits humains.

Si la situation colombienne est sans doute la plus extrême, le pays est loin d'être un cas isolé. Le CIVICUS Monitor a documenté des cas de **meurtres** (en anglais) de défenseurs des droits humains dans 11 pays d'Amérique latine: Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua et Pérou. Dans un contexte mondial, cette violence régionale est encore plus choquante: les Amériques représentaient plus de 60% de tous les rapports de meurtres de défenseurs des droits humains documentés par le

CIVICUS Monitor pendant la période considérée.

Les dirigeants autochtones et les défenseurs des terres et de l'environnement continuent d'être particulièrement en danger dans les Amériques. Au Honduras, un jeune défenseur de l'environnement a été tué (en anglais) peu de temps après avoir dit aux autorités nationales de protection qu'il craignait pour sa vie. Les communautés garífuna du Honduras ont dénoncé à plusieurs reprises les meurtres systématiques de leurs leaders, meurtres qui **se sont poursuivis** (en anglais) en 2020. À maintes reprises, dans la région du **Brésil**, du **Chili**, de la **Colombie**, du **Costa Rica**, du **Guatemala**, du **Nicaragua** et du **Pérou** (documents en anglais), des leaders autochtones ont été tués après avoir dénoncé des menaces pour eux-mêmes et leurs communautés.

L'impunité persistante pour ces crimes, avec les personnes soupçonnées d'avoir commis des meurtres n'ayant pas été inquiétées, même dans des affaires relativement médiatisées telles que celle de l'assassinat de **Berta Cáceres** (en anglais), continue d'encourager la violence contre les défenseurs des droits humains dans la région.



Chili | photo par Cristóbal Olivares/Bloomberg



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

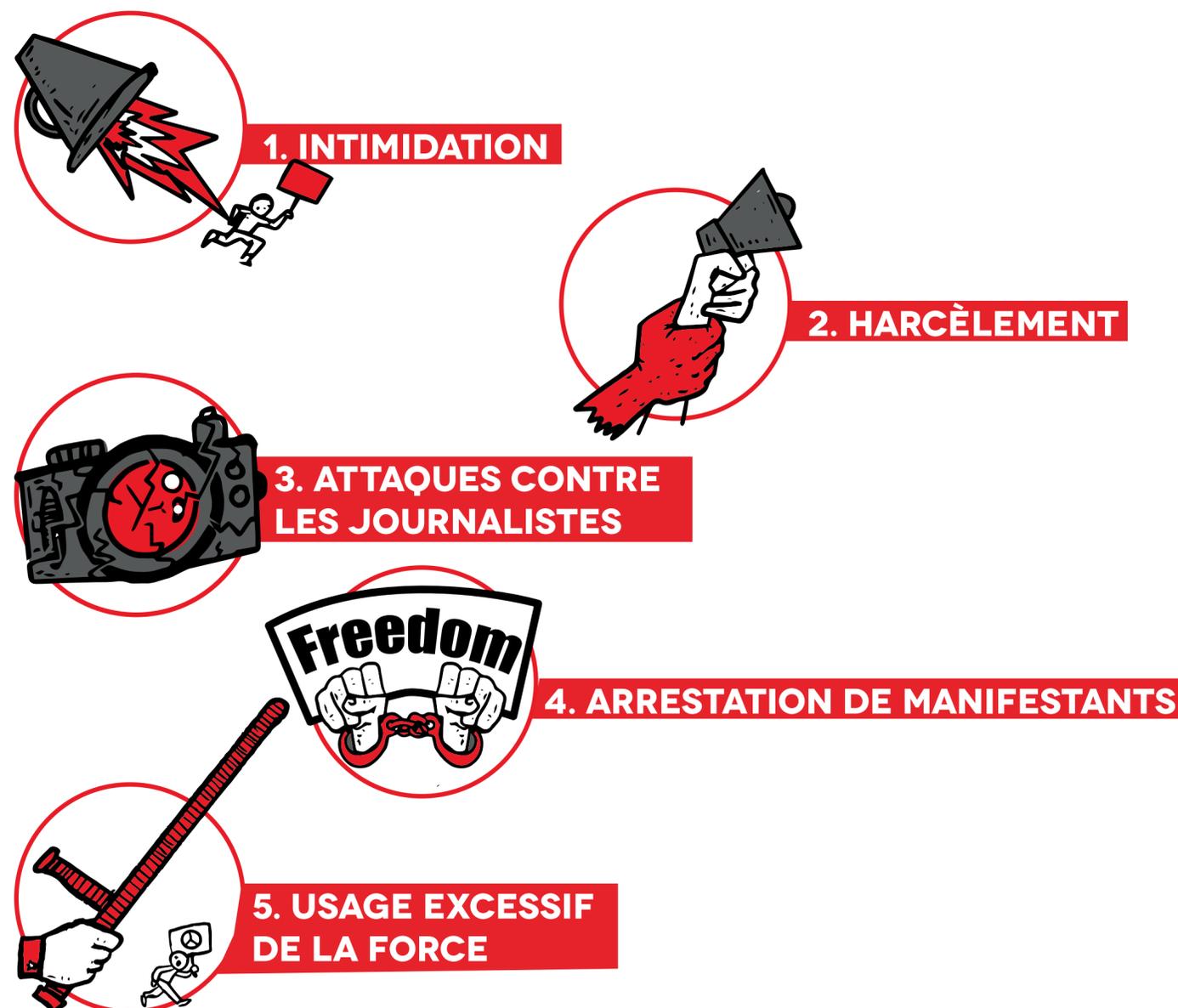
CLASSIFICATION
RÉGIONALE



RESTRICTIONS DE L'ESPACE CIVIQUE

Dans les Amériques, les violations de l'espace civique les plus fréquemment documentées par le CIVICUS Monitor au cours de cette période étaient l'intimidation, le harcèlement, les attaques contre des journalistes, la détention de manifestants et l'usage excessif de la force contre les manifestations.

LES CINQ TYPES DE VIOLATIONS LES PLUS FRÉQUENTES DE LA RÉGION AMÉRIQUES



Sur la base des 109 mises à jour publiées par le CIVICUS Monitor entre le 12 novembre 2019 et le 31 octobre 2020 concernant les pays de cette région.

INTIMIDATION ET HARCÈLEMENT

Les tactiques d'intimidation utilisent la peur pour dissuader les défenseurs des droits humains et les journalistes de poursuivre leur travail. Le harcèlement a la même stratégie et le même objectif, mais se caractérise par le ciblage répété d'une personne. Elles vont souvent de pair, englobant un large éventail de tactiques telles que les menaces, les campagnes de dénigrement et les convocations récurrentes de la police. Entre novembre 2019 et octobre 2020, des cas d'intimidations et de harcèlements ont eu lieu dans au moins 22 des 35 pays des Amériques.

Ces violations étaient particulièrement fréquentes au Honduras et au Nicaragua. Au Nicaragua, des militants et des partisans du gouvernement **se sont vu assiégés** (en anglais) à résidence par des membres de la population civile hostiles et des policiers. Les journalistes indépendants **ont été confrontés** (en anglais) à des campagnes de dénigrement et même les journalistes nicaraguayens en exil ont été victimes de terrorisme suite aux **menaces** (en anglais) faites aux membres de leur famille restés dans le pays. Au Honduras, le CIVICUS Monitor **a enregistré** (en anglais) plusieurs cas de campagnes de diffamation en ligne et hors ligne et de menaces de mort contre des **journalistes** (en anglais) et des **défenseurs des droits humains** (en anglais). Dans les deux pays, ainsi qu'au **Brésil**, au **Salvador** (documents en anglais) et au **Guatemala** (en anglais), les OSC ont mis en évidence une pratique où les femmes défenseures des droits humains ainsi que de journalistes sont la cible des campagnes de dénigrement misogyne en représailles à leur travail.

Pendant ce temps à Cuba, de nouvelles réglementations sur Internet ont été **instrumentalisées** (en anglais) pour intimider les dissidents et restreindre davantage la liberté d'expression. Au moins 30 personnes **ont déclaré** (en anglais) avoir reçu de la part des autorités des convocations policières, avoir été soumises à des interrogatoires et menacées d'amendes ou de détention si elles n'arrêtaient pas leur travail. En Argentine, les journalistes **ont rapporté** (en anglais) avoir été stigmatisés par le nouveau gouvernement au moment même où les enquêtes révélaient la surveillance extensive par l'ancien gouvernement des opposants, soulignant un manque de respect de la liberté des médias qui va plus loin que l'administration par l'État de ses administrés.



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



ATTAQUES CONTRE DES JOURNALISTES

Des agressions contre les journalistes et les organes de presse ont été **documentées** (en anglais) dans 15 pays des Amériques, se produisant dans plus de 40 pour cent des rapports du CIVICUS Monitor au cours de cette période. Ces attaques ont été perpétrées par des forces étatiques et non étatiques cherchant à faire taire et à paralyser les médias.

Ces incidents ont souvent eu lieu alors que les journalistes couvraient les manifestations. Aux États-Unis, les défenseurs de la liberté des médias ont décrit plus de 100 cas d'agressions de journalistes lors de manifestations de masse contre le racisme. Dans de nombreux cas, ces attaques ont été perpétrées par des agents des forces de l'ordre utilisant une force aveugle, y compris des cas d'agents **tirant** (en anglais) sur des journalistes munis de leurs cartes de presse, les agressant et les **détenant** (en anglais). En Bolivie, la polarisation politique a fait que les correspondants locaux et internationaux **ont subi** (en anglais) des attaques verbales et physiques de la part de manifestants de tous les horizons politiques.

En outre, des journalistes aux Amériques ont été victimes d'attaques pour avoir dit la vérité au pouvoir et pour avoir rapporté sur la corruption, la criminalité et la pandémie de COVID-19. En mai 2020, les associations de presse du Salvador **avaient enregistré** (en anglais) plus de 40 rapports de journalistes qui avaient été attaqués pour avoir recherché et partagé des informations sur la COVID-19. Au Mexique, qui reste l'un des pays les plus dangereux au monde pour les journalistes, les attaques et les assassinats (en anglais) de journalistes se sont souvent déroulés en plein jour. Fait inquiétant, en 2020, au moins deux journalistes **ont été tués** (en anglais) au Mexique, alors qu'ils étaient sous la protection de la police lors d'attaques qui ont parfois coûté la vie à leurs gardes du corps. Cela a mis en évidence l'insuffisance du mécanisme de protection du pays.

DÉTENTION DE MANIFESTANTS ET FORCE EXCESSIVE

En Amériques, l'indignation face aux conditions politiques et économiques et l'espoir de changement ont amené les gens dans les rues. Au cours de cette période de recherche, le CIVICUS Monitor a documenté des manifestations dans 25 pays de la région. Les manifestations se sont déroulées dans des conditions à la fois plus ouvertes et plus réprimées, souvent par défi au manque de respect des autorités pour les libertés civiles et aux réponses brutales du gouvernement.

Les manifestations exprimant la colère contre les conditions sociales et le manque de soutien

du gouvernement pendant la pandémie ont souvent été réprimées. Au Venezuela, des manifestants **ont été arrêtés** (en anglais) pour avoir exigé des produits de base et la présence de services publics dans les zones rurales. Au Paraguay, la police **aurait** (en anglais) utilisé des armes à feu contre des personnes réclamant que les mesures de quarantaine soient assouplies. Le gouvernement péruvien **a proposé** (en anglais) une législation pour permettre l'usage de la force contre les manifestants alors que des agents de l'État répondaient avec du gaz lacrymogène et arrêtaient des personnes demandant que les droits du travail soient respectés pendant la crise.

En 2020, certains dirigeants ont utilisé des mesures sanitaires pour cacher la répression des manifestations sous un vernis de légitimité. En **Bolivie** (en anglais) et au **Panama** (en anglais), par exemple, des manifestants ont été arrêtés et accusés de violations du protocole alors qu'ils demandaient de l'aide pendant la COVID-19. En République Dominicaine, la police **a affirmé** (en anglais) que des manifestants contre le racisme avaient été arrêtés pour avoir enfreint les règles de distanciation sociale, même si une manifestation nationaliste le même jour était autorisée sans aucune perturbation.

Toutefois, le Monitor a fait état des violations généralisées avant et pendant la pandémie. Des manifestants ont été détenus dans près de la moitié de tous les rapports du CIVICUS Monitor documentant les manifestations dans la région au cours de cette période. Plus de 10000 manifestants **ont été détenus** (en anglais) au Chili entre octobre 2019 et janvier 2020, selon les données de l'Institut National des Droits de l'Homme du pays. À **Cuba** (en anglais)



Etats-Unis | photo par Cristobal Olivares/Bloomberg



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



et au **Nicaragua** (en anglais), la détention de manifestants a été systématiquement utilisée comme tactique pour démobiliser les mouvements dissidents. Les marches féministes mexicaines ont été réprimées **avant** et **pendant** la pandémie, et les organisations de défense des droits humains **ont dénoncé** (en anglais) l'utilisation par la police de tactiques qui pourraient équivaloir à des disparitions forcées de manifestants.

Aux États-Unis, les médias ont rapporté (en anglais) qu'environ 9 000 personnes ont été arrêtées au cours des 10 premiers jours de manifestations de masse contre le racisme et la brutalité policière. L'étonnante **répression** (en anglais) des manifestants par les forces de l'ordre militarisées aux États-Unis s'est traduite par des centaines d'incidents au cours desquels des manifestants ont été battus, par l'utilisation aveugle de gaz lacrymogènes et d'armes légères et par des méthodes de contrôle des foules qui ont aggravé les tensions plutôt que de protéger la sécurité publique. En Colombie, les personnes qui protestaient contre la violence étatique **se sont également heurtées** (en anglais) à la brutalité: les forces de sécurité ont utilisé des armes à feu sans discernement. Et au cours de deux nuits de manifestations, au moins 10 personnes ont été tuées et 140 détenues.

PAYS PRÉOCCUPANT: LE BRÉSIL

Les deux premières années du gouvernement du président Jair Bolsonaro ont mis à l'épreuve la vitalité et la résilience de la société civile brésilienne. Les attaques du gouvernement contre les libertés d'association et d'expression ont pris diverses formes, y compris **le dénigrement public** (en anglais) des OSC, la **criminalisation** (en anglais) des militants et les **tentatives** (en anglais) de surveiller les critiques et de délégitimer les médias. Les communautés autochtones et les défenseurs des droits environnementaux et fonciers sont devenus de plus en plus vulnérables aux **attaques** (en anglais), avec un gouvernement qui enhardit les exploitants forestiers illégaux, les mineurs et les accapareurs de terres. Les activistes et les mouvements sociaux font de leur mieux pour résister et ont fait campagne, mobilisé l'opinion publique et se sont battus devant les tribunaux pour **réagir** (en anglais) contre les tentatives répétées de restreindre les libertés civiles, de réduire la participation sociale et de miner les institutions démocratiques.



Brésil | photo par Amanda Perobelli/Reuters



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



Amériques Nouvelles positives



EVOLUTIONS ENCOURAGEANTES

Les manifestants ont fait entendre leur voix même lorsqu'ils ont été confrontés à la répression, obligeant les dirigeants à faire face à l'indignation du public et plaçant les questions fondamentales au centre du débat politique. Les manifestants de Black Lives Matter aux États-Unis **ont fait progresser** (en anglais) les politiques de réforme de la police étatique et locale, ont conduit plusieurs autorités à réévaluer leurs normes sur le recours à la force dans les manifestations et ont accru la pression pour que justice soit faite dans les cas de meurtres de personnes noires et brunes par les forces de l'ordre. Ils ont également relancé un mouvement mondial pour la justice raciale et inspiré des manifestants à travers le continent et au-delà. Pendant ce temps, en Bolivie, **la pression soutenue** (en anglais) des manifestations et de la société civile a contraint le gouvernement à planifier et à organiser des élections présidentielles. La transition pacifique du pouvoir dans le pays a laissé espérer que des temps moins conflictuels pourraient se profiler à l'horizon.

Les manifestants chiliens ont également mis en évidence le pouvoir de la mobilisation de masse. En octobre 2020, près d'un an après les premières manifestations, le pays a organisé un référendum sur la création d'une convention pour rédiger une nouvelle Constitution. Ce fut le point culminant de mois de négociations politiques, au cours desquels les mouvements de la société civile occupaient une place prépondérante. Le vote a donné un mandat clair pour créer un organe démocratique chargé d'élaborer une nouvelle Constitution, avec un engagement sans précédent en faveur de la parité des sexes parmi ses membres, à la suite du plaidoyer de la société civile. On peut également s'attendre à des sièges réservés pour la représentation des peuples autochtones longtemps exclus du Chili.

En novembre 2020, le Mexique est devenu le 11^{ème} pays à ratifier le premier traité régional des droits de l'homme sur l'environnement, connu sous le nom d'Accord Escazú. Cela signifie que l'accord historique, qui a été négocié avec la participation de la société civile et fournit aux défenseurs des droits humains des outils pour demander des comptes aux gouvernements, **entrera en vigueur** (en anglais) au début de 2021. Les défenseurs des droits humains péruviens ont également réalisé des **progrès importants** (en anglais) grâce à la création de nouveaux protocoles par les organismes nationaux de défense des droits humains ainsi que des directives pour leur protection. De plus, la société civile a remporté d'importantes batailles devant les tribunaux: au Canada, les tribunaux **ont confirmé** la législation récemment introduite pour interdire les poursuites stratégiques contre la participation du public (SLAPP) et assuré la **protection** (en anglais) des sources journalistiques; au Brésil, la société civile **a contesté** (en anglais) les politiques autoritaires devant la Cour Suprême et 18 jeunes détenus avant une manifestation antigouvernementale ont été acquittés après plusieurs années de poursuites.

Sur la base des 109 mises à jour publiées par le CIVICUS Monitor entre le 12 novembre 2019 et le 31 octobre 2020 concernant les pays de cette région. Bolivie | Bolivie | Photo par Gaston Brito/Getty Image



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



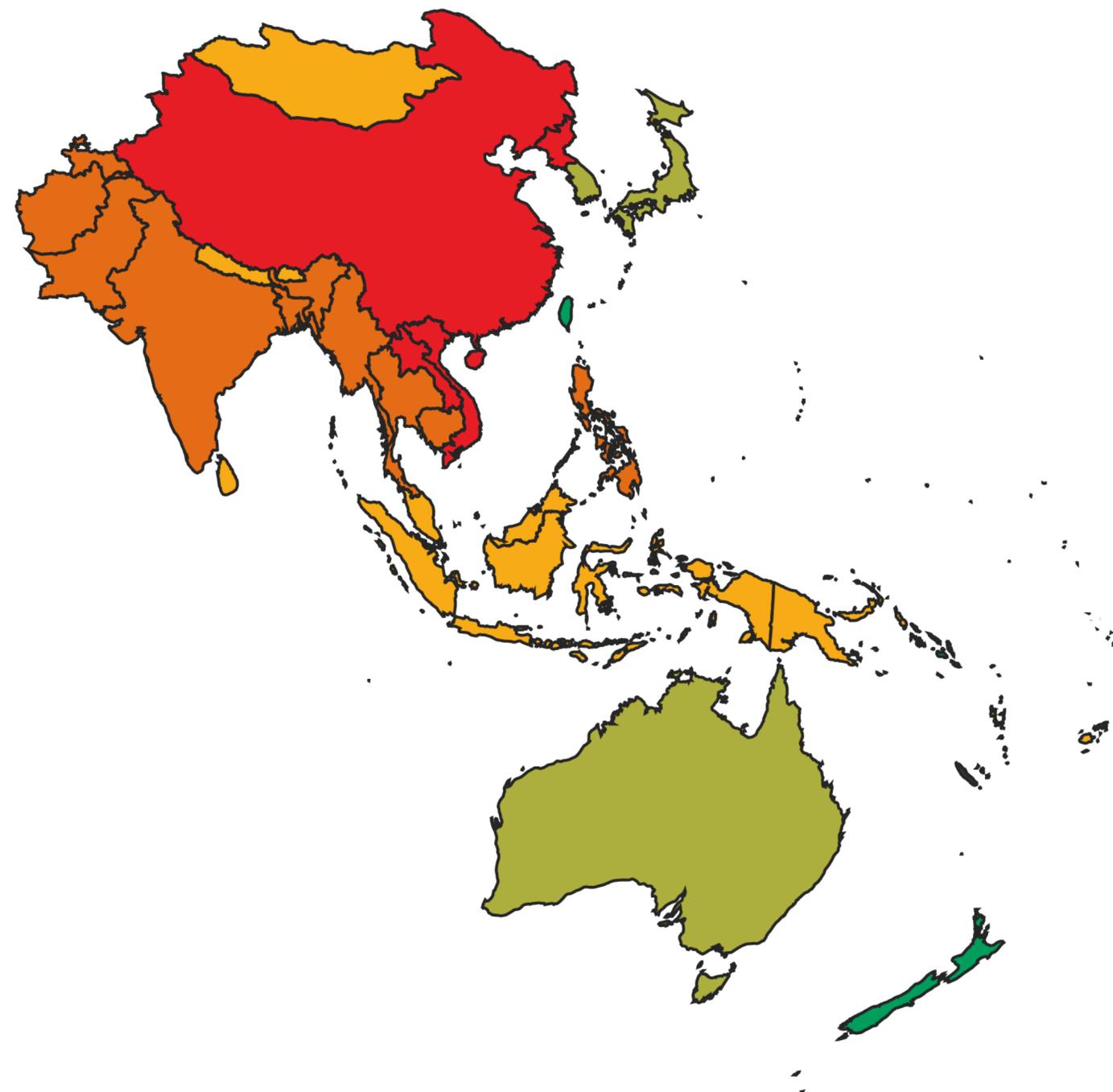
RÉGION ASIE-PACIFIQUE

UN APERÇU DES CLASSIFICATIONS

Des restrictions et des attaques contre les libertés civiles ont continué de se produire dans toute l'Asie et le Pacifique en 2020, y compris dans le contexte de la pandémie de COVID-19. L'utilisation de lois restrictives pour criminaliser et poursuivre les défenseurs des droits humains, les journalistes et les critiques figure parmi les violations les plus répandues. De nombreux gouvernements ont tenté d'étouffer la dissidence en censurant les rapports de violations commises par les agents de l'Etat, notamment en ce qui concerne leur gestion de la pandémie. D'autres violations répandues comprennent le harcèlement contre les activistes, la perturbation des manifestations et l'arrestation de manifestants.

Sur 25 pays asiatiques, quatre – la Chine, le Laos, la Corée du Nord et le Vietnam – sont classés comme « fermé », neuf comme « réprimé » et neuf comme « obstrué ». L'espace civique au Japon et en Corée du Sud est considéré comme « rétréci », Taiwan étant le seul pays considéré comme « ouvert ». Dans le Pacifique, la situation est plus encourageante: huit pays sont classés comme « ouvert » tandis que trois sont classés comme « rétréci », y compris l'Australie, qui a été déclassée en 2019. Les Fidji, Nauru et la Papouasie-Nouvelle-Guinée restent dans la catégorie « obstrué »

Cette année, les Philippines ont été déclassées en raison de la baisse de leurs libertés fondamentales. L'attaque (en anglais) constante contre la liberté des médias est montée d'un cran lorsqu'ABS-CBN – le plus grand réseau de médias – a été expulsé des ondes, privant les gens d'informations indépendantes pendant la pandémie de COVID-19. La condamnation de la célèbre journaliste Maria Ressa en juin 2020 pour « cyber diffamation » a eu un effet dissuasif parmi les journalistes. La sénatrice Leila de Lima, célèbre critique du président Rodrigo Duterte, a passé plus de trois ans en détention pour des accusations fabriquées de toutes pièces. Des défenseurs des droits humains, tels que Zara Alvarez et Randall Echanis, ont été attaqués (en anglais) et tués en toute impunité. D'autres, comme la défenseuse des droits humains Teresita Naul, ont été incriminées (en anglais) ou soumis à un « marquage rouge » – une pratique consistant à qualifier de communistes ou de terroristes des individus et des groupes – en raison de leur travail. Une nouvelle loi antiterroriste adoptée (en anglais) en juillet 2020 comprend une définition large du terrorisme donnant aux forces de l'ordre des pouvoirs illimités et fournissant peu de garanties contre les abus, la laissant ainsi ouverte à une exploitation à leur profit par ceux qui cherchent à faire taire la dissidence.





MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



RESTRICTIONS DE L'ESPACE CIVIQUE

DES LOIS RESTRICTIVES UTILISÉES POUR ÉTOUFFER LA DISSIDENCE

L'utilisation de lois restrictives contre les défenseurs des droits humains, les journalistes et les critiques, constituant la violation de l'espace civique la plus courante documentée en Asie et dans le Pacifique au cours de la période considérée, s'est produite dans au moins 26 pays. La législation la plus souvent utilisée comprenait les lois relatives à la sécurité nationale, à l'ordre public et à l'infraction de diffamation. Des défenseurs des droits humains ont été poursuivis dans au moins 16 pays.

Dans l'espace civique fermé de la Chine, de nombreux militants, avocats et critiques ont été arrêtés pour des accusations se basant sur une législation vague et trop étendue, allant de «miner le pouvoir de l'État» à «chercher et provoquer des troubles». La Chine a également intensifié sa répression sur Hong Kong. En juin 2020, une nouvelle loi draconienne sur la sécurité nationale a été imposée (en anglais) sur le territoire et utilisée pour réduire au silence la liberté d'expression, notamment en ciblant (en anglais) l'activisme à l'étranger. Les autorités ont continué d'arrêter et de poursuivre les militants pro-démocratie.

Au Vietnam, de nombreux activistes ont été arrêtés ou emprisonnés à l'issue de procès sommaires en vertu d'un éventail de lois restrictives (en anglais) pour «abus des libertés démocratiques» et «propagande anti-étatique», notamment des blogueurs et des utilisateurs de Facebook. Au Cambodge, le gouvernement du Premier Ministre Hun Sen a utilisé des lois dites «d'incitation» pour poursuivre (en anglais) des dizaines de personnes critiques, y compris des défenseurs des droits humains, environnementaux et des droits fonciers, des syndicalistes, des journalistes, des jeunes militants et des musiciens, dans une escalade de répression. Au milieu de la pandémie, le Cambodge a adopté (en anglais) une loi d'urgence donnant à l'exécutif des pouvoirs étendus. L'Indonésie a continué d'incriminer (en anglais) les militants de la Papouasie occidentale pour «rébellion».

Des lois pénales sur la diffamation continuent d'être utilisées souvent dans un certain nombre de pays pour faire taire la dissidence. Au Bangladesh, la Loi sur la sécurité numérique est l'arme de choix utilisée par les autorités pour poursuivre (en anglais) les personnes critiques, y compris ceux qui critiquent la gestion de la pandémie. Des professionnels des médias, des activistes, des universitaires et étudiants ont été pris pour cibles, notamment le célèbre journaliste Shafiqul Islam Kajol, qui a été inculpé en mai 2020 après avoir été porté disparu pendant 53 jours. En Malaisie, la Loi sur les communications et le multimédia



Philippines | photo par Ezra Acayan/Getty Images



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



a été utilisée **pour poursuivre** (en anglais) les critiques en ligne de la religion et de la monarchie et pour répandre de la désinformation sur le COVID-19, tandis qu'au Myanmar, des personnes critiquant l'armée (en anglais), tels que les membres de la troupe de poésie **Peacock Generation** (en anglais), ont été condamnées et emprisonnées pour diffamation en vertu de la Loi sur les télécommunications et du code pénal. En Inde, au Pakistan, en Thaïlande et à Singapour également, des **lois restrictives** (en anglais) ont régulièrement été utilisées contre la société civile.

Dans le Pacifique, des lois restrictives ont été adoptées ou utilisées dans au moins sept pays. L'Australie utilise sa Loi sur les services de renseignement **pour poursuivre** (en anglais) un lanceur d'alerte pour avoir divulgué la mise sur écoute des bâtiments gouvernementaux du Timor-Leste en 2004. Aux Fidji, la loi de 2014 sur l'ordre public (amendement) a été **utilisée pour faire taire** (en anglais) et poursuivre les critiques, y compris le dirigeant syndical Felix Anthony.

CENSURE DES JOURNALISTES ET DES CRITIQUES

La censure des organes de presse, des journalistes, de la société civile et des critiques était une autre grave violation observée dans la région, se produisant dans au moins 24 pays. La Chine, qui a un régime de censure généralisé, l'a utilisée pour bloquer les sites Web étrangers, couvrir sa répression au Xinjiang et au Tibet et cibler ses critiques à l'étranger. Les autorités ont également **censuré** (en anglais) des articles et des publications sur les réseaux sociaux sur le COVID-19 rédigés par des journalistes, des médecins, des militants, des universitaires et des critiques.

Au Bangladesh, les autorités ont continué **de bloquer** (en anglais) de nombreux sites d'information critiquant le gouvernement, y compris le site Web de journalisme d'investigation Netra News. Au Pakistan, les autorités ont tenté **de réduire au silence** (en anglais) les organes de presse tels que The Dawn Media Group et The Jang Media Group pour leurs reportages indépendants, et de bloquer leur contenu en ligne. En Thaïlande, les autorités ont utilisé un décret d'urgence adopté pour gérer la pandémie pour **cibler à la place les médias** (en anglais) couvrant les manifestations en faveur de la démocratie en octobre 2020.

La censure a été observée dans au moins six pays du Pacifique. En août 2020, le Premier ministre fidjien Frank Bainimarama **a ordonné** (en anglais) à la Fiji Broadcasting Corporation de cesser de diffuser un débat. Au Vanuatu, les médias **n'étaient pas autorisés** (en anglais) à publier des articles sur la COVID-19 sans l'autorisation du gouvernement.

LES CINQ TYPES DE VIOLATIONS LES PLUS FRÉQUENTES DE LA ASIE-PACIFIQUE



1. LOIS RESTRICTIVES



2. CENSURE



3. HARCÈLEMENT



4. ARRESTATION DE MANIFESTANTS



5. DISPERSION DE MANIFESTATIONS

Sur la base des 107 mises à jour publiées par le CIVICUS Monitor entre le 12 novembre 2019 et le 31 octobre 2020 concernant les pays de cette région.



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



HARCÈLEMENT DES ACTIVISTES ET DES JOURNALISTES

Des cas de harcèlement en ligne et hors ligne d'activistes et de journalistes ont été signalés dans au moins 22 pays. En Chine, le gouvernement continue **d'intimider et de harceler** (en anglais) les défenseurs des droits humains en effectuant des descentes dans leurs maisons et bureaux et en soumettant les membres de leur famille à une surveillance policière. Le Parti Communiste a également utilisé la COVID-19 comme prétexte pour étendre son régime de surveillance. Le régime à parti unique du Vietnam a continué **de harceler** (en anglais) ceux qui le critiquaient, y compris les militants et les blogueurs. Beaucoup ont été gardés sous surveillance ou détenus pendant des mois sans accès à un avocat et soumis à des interrogatoires violents.

En Indonésie, des militants et des critiques, en particulier ceux qui dénoncent les graves violations en Papouasie occidentale, **ont été victimes** (en anglais) d'attaques numériques, de campagnes de dénigrement et de surveillance. Les autorités malaisiennes **ont harcelé** (en anglais) des militants et des journalistes, ainsi que les organes de presse Al Jazeera et Malaysiakini.com, pour leurs reportages indépendants. Singapour **s'est servi** (en anglais) de sa Loi sur la protection contre les fausses nouvelles et la manipulation en ligne, un vaste instrument législatif sur la désinformation, pour harceler les critiques en ligne.

Au Sri Lanka, des avocats des droits humains et des journalistes **ont été victimes de harcèlement** (en anglais) et d'arrestations à l'approche des élections d'août 2020. Les activistes et les familles de survivants cherchant à demander des comptes pour des crimes commis pendant la guerre civile ont été intimidés et soumis à une procédure de surveillance. Les femmes journalistes au Pakistan ont été confrontées à une campagne de cyber-harcèlement sexiste à leur encontre de la part de responsables et sympathisants gouvernementaux, tandis que les **militants pachtounes** (en anglais) continuaient d'être visés. Aux Maldives, le gouvernement a contraint une importante OSC à fermer et **a saisi ses fonds** (en anglais) tandis qu'au Bangladesh, les journalistes **ont été victimes de harcèlement** (en anglais) et d'attaques physiques de la part de militants du parti au pouvoir, la Ligue Awami, en toute impunité. En **Afghanistan**, en **Inde**, en **Indonésie**, au **Népal**, au **Pakistan** (documents en anglais) et au **Sri Lanka** (en anglais), des journalistes ont également été attaqués pour leurs reportages.

RÉPRESSION DES MANIFESTATIONS

Les manifestants ont continué à défendre leurs droits dans toute la région, malgré les



Thaïlande | photo par Lauren DeCicca/Getty Images



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



Asie-Pacifique Nouvelles positives

Libération de
défenseurs des droits
humains

1

Absolution de
défenseurs des droits
humains

2

Avancées positives
pour la société civile

5

Decisions de justice
positives

7

Sur la base des 107 mises à jour publiées par le CIVICUS Monitor entre le 12 novembre 2019 et le 31 octobre 2020 concernant les pays de cette région. Thaïlande | photo par Lauren DeCicca/Getty Images

risques et les restrictions. Dans 20 pays, les manifestations ont été perturbées et dans 15 de ces pays, des manifestants ont été arrêtés. Dans presque tous les cas où les forces de sécurité ont utilisé une force excessive contre les manifestants, personne n'a été tenu pour responsable de la violence.

À Hong Kong, les leaders des manifestations pro-démocratie ont continué **d'être arrêtés et inculpés** (en anglais) en vertu de l'Ordonnance sur l'ordre public. Des militants **ont également été visés** (en anglais) pour avoir pris part à la veillée commémorant l'anniversaire du massacre de la place Tiananmen, notamment l'activiste Joshua Wong. Au Myanmar, des dizaines de manifestants **ont été inculpés** (en anglais) en vertu de la loi relative à la réunion pacifique et à la procession pacifique pour diverses manifestations contre l'accaparement des terres, contre des projets de développement et contre la coupure d'Internet dans les États de Rakhine et Chin.

En Indonésie, des centaines de personnes **ont été arrêtées** (en anglais) en octobre 2020 pour des manifestations de masse contre une loi générale qui érodera la protection des travailleurs et supprimera les mesures de protection environnementales, pendant qu'en Thaïlande, les autorités **intensifiaient leur répression** (en anglais) contre les manifestations pacifiques en faveur de la démocratie dirigées par des jeunes avec au moins 90 personnes arrêtées en octobre 2020. Les autorités thaïlandaises ont également physiquement bloqué l'accès aux sites de manifestation et fermé les réseaux de transport. Dans plusieurs **pays** (en anglais), dont le Bangladesh, le Cambodge, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan et la Thaïlande, la police a fait un usage excessif de la force contre des manifestants pacifiques.

Dans le Pacifique, alors même que le changement climatique se manifestait par des incendies et des inondations, des manifestants contre le changement environnemental et climatique **ont été vilipendés** (en anglais) et arrêtés en Australie.

ÉVOLUTIONS ENCOURAGEANTES

Au cours d'une année difficile pour les libertés fondamentales, le CIVICUS Monitor a documenté un certain nombre d'évolutions encourageantes de l'espace civique, qui témoignent de l'engagement de ceux qui se sont battus pour cela. En Afghanistan, en janvier 2020, les autorités **se sont engagées publiquement** (en anglais) à mettre en place un mécanisme de protection des défenseurs des droits humains, tandis que la Papouasie-Nouvelle-Guinée **a adopté** (en anglais) une loi sur les lanceurs d'alerte en février 2020.

En Thaïlande, les tribunaux **ont rejeté** (en anglais) les procès en diffamation engagés contre des défenseurs des droits humains pour avoir dénoncé des violations des droits



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



du travail. En Indonésie, un tribunal a jugé en juin 2020 que la décision du gouvernement d'imposer une coupure d'Internet dans la région de Papouasie occidentale en 2019 pendant des semaines de manifestations **enfrenait** (en anglais) la loi. Les groupes de défense des droits humains ont joué **un rôle essentiel** (en anglais) en traduisant le Myanmar devant la Cour Internationale de Justice pour violations de la Convention sur le génocide. Taïwan a accueilli l'une des rares marches des fiertés à travers le monde en juin 2020, pendant que la communauté LGBTQI+ de l'île descendait dans la rue, faisant visiblement valoir ses droits.

PAYS PRÉOCCUPANT: L'INDE

L'espace civique en Inde, qui a été déclassé en 2019 à « réprimé », continue de régresser. Le gouvernement du Premier ministre Narendra Modi a poursuivi sa **persécution** (en anglais) des défenseurs des droits humains, des leaders étudiants, des journalistes et des personnes impliquées dans des manifestations contre la Loi discriminatoire sur la citoyenneté (Amendement). Diverses **lois restrictives** (en anglais), y compris des lois sur la sécurité nationale et en matière de lutte contre le terrorisme telles que la loi sur les activités illicites (prévention), ont été utilisées pour détenir pendant de longues périodes des activistes tel que Sudha Bharadwaj. Beaucoup de ceux qui sont emprisonnés risquent de contracter le COVID-19 dans des prisons surpeuplées et insalubres. La Loi sur la réglementation des contributions étrangères a été utilisée pour cibler des groupes les plus critiques tandis que les autorités continuent **d'imposer** (en anglais) des restrictions sévères et discriminatoires dans les territoires de Jammu et du Cachemire sous administration indienne.



Inde | photo par T.Narayan/Bloomberg



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

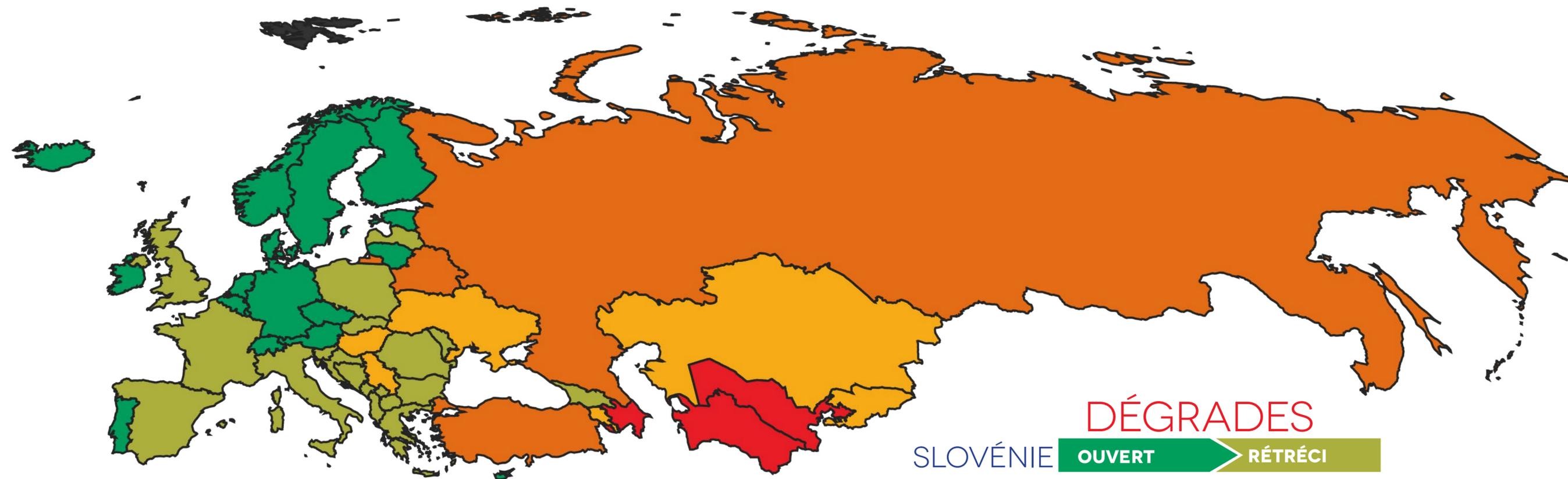
MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



EUROPE ET ASIE CENTRALE



UN APERÇU DES CLASSIFICATIONS

Il n'y a pas eu d'améliorations majeures de l'espace civique en Europe et en Asie centrale depuis le rapport précédent. Sur les 54 pays de la région, l'espace civique est considéré comme « ouvert » dans 21 pays, « rétréci » dans 20 pays, « obstrué » dans six, « réprimé » dans quatre et « fermé » dans trois. Les gouvernements d'Asie centrale continuent de réprimer l'espace civique, tandis que l'Europe connaît un recul des libertés civiles. Au cours de l'année écoulée, il y a eu une baisse notable de la qualité de l'espace civique en Slovaquie, avec des améliorations notées uniquement en Autriche.

La rétrogradation de la classification de la Slovaquie d'« ouvert » à « rétréci » reflète une **détérioration** (en anglais) significative de l'espace civique sous le Premier ministre Janez

Janša, arrivé au pouvoir en mars 2020 et connu pour ses opinions anti-migration et ses critiques des médias. Le gouvernement a pris des mesures pour diminuer l'indépendance des médias, avec des organes de presse tels que Nova24 TV, Nova24 online et Planet TV étant de plus en plus financés par des personnes liées au Premier ministre hongrois Viktor Orbán, un proche allié de Janša, et connu pour saper l'espace des médias indépendants en Hongrie. Le nouveau gouvernement a **introduit** (en anglais) un ensemble de trois lois sur les médias susceptibles d'entraîner une ingérence politique dans les nominations à la direction des médias. Les OSC du secteur culturel sont également en péril, plusieurs étant menacées d'expulsion au moment de la rédaction du présent rapport. Depuis mars 2020, les Slovaques **ont organisé** (en anglais) des manifestations à vélo chaque vendredi contre le gouvernement.



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



UNE SITUATION SOMBRE POUR L'ESPACE CIVIQUE

Les principales restrictions à l'espace civique dans la région comprennent la répression des manifestations par l'usage de la force excessive et la détention de manifestants, la censure des journalistes, des militants et des OSC, l'intimidation et le harcèlement ainsi que l'adoption de lois restrictives. Au cours de l'année écoulée, les menaces à la liberté d'expression et le ciblage des femmes et des groupes LGBTQI+ ont fait partie des principales tendances documentées dans la région.

En Allemagne, des journalistes **ont été victimes** (en anglais) d'attaques verbales lors de manifestations contre les mesures COVID-19. Les journalistes en France **ont été empêchés** (en anglais) de faire leur travail via des intimidations et via des détentions alors qu'ils couvraient des manifestations. En Espagne, les journalistes continuent également de **subir des menaces** (en anglais) de la part du parti d'extrême droite Vox. En réponse à la propagation de la désinformation pendant la pandémie de COVID-19, les journalistes en Croatie **ont lancé** (en anglais) un blog de vérification des faits, mais ils ont finalement été la cible des discours haineux sur les médias sociaux. Au Monténégro, une nouvelle **loi sur les médias** (en anglais) oblige les journalistes à révéler leurs sources à la demande du Bureau du Procureur.

Les incidents dans l'espace civique impliquant des femmes et des groupes LGBTQI+ se multiplient dans diverses régions d'Europe. Les violations contre ces groupes sont souvent attisées par des groupes d'extrême droite, une tendance notée dans notre rapport de 2019 qui continue d'avoir un impact négatif sur l'espace civique. En Hongrie, malgré de nombreux appels de groupes de défense des droits des transgenres, le gouvernement a **adopté** (en anglais) au beau milieu de la pandémie un amendement à la Loi sur le registre qui ne reconnaît que le « sexe à la naissance », interdisant la reconnaissance légale des personnes transgenres et intersexuées. En **Pologne** (en anglais) et en **Turquie** (en anglais), les gouvernements ont indiqué qu'ils avaient l'intention de se retirer de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, connue sous le nom de Convention d'Istanbul, entraînant des manifestations massives dirigées par des femmes. Cette situation limitera davantage l'espace réservé aux OSC œuvrant en matière des droits des femmes et des droits des LGBTQI+. On a également observé des attaques contre les droits LGBTQI+ en **Italie**, en **Lituanie**, en **Macédoine du Nord** (documents en anglais) et en **Roumanie** (en anglais).

L'espace civique reste menacé en Asie centrale, où la pandémie de COVID-19 a été utilisée comme prétexte pour imposer de nouvelles restrictions. Les gouvernements du **Tadjikistan** (en anglais) et du **Turkménistan** (en anglais) ont tous deux nié initialement l'existence de

la COVID-19 dans leurs pays et ont plutôt renforcé les restrictions à la liberté d'expression. Au Turkménistan, les efforts du gouvernement pour dissimuler l'épidémie de COVID-19 ont consisté à menacer le personnel médical de représailles s'ils parlent des cas liés au COVID-19. Au Tadjikistan voisin, le gouvernement a pris pour cible les médias indépendants accusés de « semer la panique » et a tenté d'étouffer le débat sur la pandémie en introduisant une nouvelle loi pour punir les personnes qui propagent des informations « inexactes » et « mensongères » sur la COVID-19 par le biais de la presse ou des réseaux sociaux et électroniques. Au nom de la lutte contre les « fausses informations » sur la pandémie, les autorités d'autres pays d'Asie centrale ont également **introduit** (en anglais) et mis en œuvre une législation au libellé large qui restreint le droit légitime à la liberté d'expression.

L'avenir politique du **Kirghizistan** (en anglais) est actuellement en jeu à la suite des manifestations post-électorales qui **ont plongé** (en anglais) le pays dans une crise politique. Les élections législatives du 4 octobre 2020 ont été entachées d'allégations d'irrégularités généralisées qui ont déclenché des manifestations de masse des membres et des partisans de l'opposition. Les forces de l'ordre ont réagi durement face aux manifestants et des groupes non gouvernementaux ont fait usage de la violence. Les manifestants ont réussi à s'introduire par effraction et à occuper la Maison Blanche, siège du président et du parlement. Des groupes ont également illégalement libéré de prison d'anciennes personnalités politiques, notamment Sadyr Japarov, un ancien député. Les manifestations post-électorales ont entraîné un rapide changement, avec Japarov prêtant serment à la fois en tant que président par intérim et Premier ministre, après la démission du président Sooronbay Jeenbekov. Japarov a depuis démissionné pour se présenter aux élections anticipées prévues pour le 10 janvier 2021.



Biélorussie | photo par Michael Short/Bloomberg



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



RESTRICTIONS DE L'ESPACE CIVIQUE

Les violations les plus fréquemment documentées par le CIVICUS Monitor au cours de la période considérée ont été l'arrestation de manifestants, la censure, l'intimidation, les attaques contre des journalistes et le harcèlement.

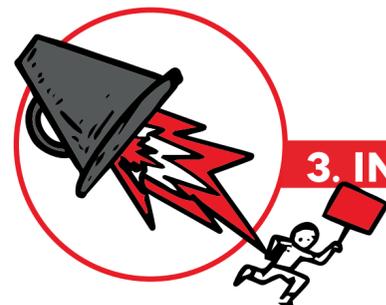
LES CINQ TYPES DE VIOLATIONS LES PLUS FRÉQUENTES DE LA EUROPA ET ASIE CENTRALE



1. ARRESTATION DE MANIFESTANTS



2. CENSURE



3. INTIMIDATION



4. ATTAQUES CONTRE
LES JOURNALISTES



5. HARCÈLEMENT

DES MANIFESTANTS DÉTENUS

En 2020, la détention de manifestants était la violation la plus courante, documentée dans au moins 30 pays.

En Biélorussie, l'arrestation massive de manifestants, qui **a commencé avant** (en anglais) les élections d'août 2020, s'est poursuivie après **le déclenchement** (en anglais) de manifestations antigouvernementales à la suite de résultats électoraux très controversés en vertu desquels le président sortant, Alexander Lukashenko, a été déclaré vainqueur. Des milliers de personnes ont été arrêtées en août et septembre 2020 et les détentions se poursuivent. En Serbie, des manifestations anti-gouvernementales **ont eu lieu** (en anglais) en juin 2020 peu de temps après les élections parlementaires boycottées par l'opposition, à la suite de la réintroduction par le gouvernement d'un couvre-feu lié à la COVID-19. Les manifestations pacifiques auxquelles ont participé des milliers de personnes dans toute la Serbie sont devenues violentes en raison de la provocation présumée de la population civile, avec les forces de l'ordre utilisant une force excessive et arrêtant des manifestants. En Azerbaïdjan, la population, notamment des militants, des groupes d'opposition et leurs partisans, **sont descendus dans la rue** (en anglais) pour contester les résultats des élections législatives. En février 2020, la police a arrêté 20 manifestants lors d'une manifestation et a détenu de manière préventive 100 autres militants avant une autre manifestation. La détention de manifestants lors de manifestations antigouvernementales **s'est poursuivie** (en anglais) dans les mois qui ont suivi, ainsi que dans le cadre des manifestations autour du conflit Azerbaïdjan-Arménie qui a débuté en juillet 2020. Environ 90 manifestants **ont été arrêtés** (en anglais) en Arménie après que les partisans de Gagik Tsarukyan, chef des Prosperous Armenia Party, ont organisé une manifestation devant le Siège National des Services Secrets.

La détention dans certains pays de manifestants contre les changements climatiques a également été signalée. En France, des militants contre les changements climatiques qui **ont organisé** (en anglais) une manifestation lors du sommet du G7 se sont heurtés à 13 000 policiers qui sécurisaient la zone pour empêcher les manifestations et qui ont arrêté plus de 100 manifestants. En Norvège, une quarantaine de manifestants contre les changements climatiques appartenant à l'organisation Extinction Rebellion **ont été arrêtés** (en anglais) à Oslo après avoir organisé des manifestations contre l'incapacité du gouvernement à faire face à la crise climatique. Au Royaume-Uni, la police **a arrêté** (en anglais) des militants contre les changements climatiques, à titre préventif pour certains, pour avoir organisé et mise en scène la «Heathrow Pause», une manifestation de désobéissance civile qui impliquait de piloter un drone dans la zone d'exclusion de l'aéroport dans l'intention de perturber les vols.



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



CENSURER LES VOIX CRITIQUES

La liberté d'expression reste menacée dans la région, la COVID-19 étant utilisée comme prétexte pour restreindre davantage la liberté d'expression. La censure a été documentée dans au moins 25 pays d'Europe et d'Asie centrale.

En Hongrie, les «fausses informations» sur la pandémie **ont été érigées en infraction** (en anglais) par une nouvelle loi, avec des pénalités comprenant des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans. L'indépendance des médias tient à un fil en raison de **l'ingérence politique** (en anglais) implacable du gouvernement du Premier Ministre Orbán. L'ensemble de la rédaction d'Index.hu, premier site d'information indépendant de Hongrie, a démissionné en raison des propositions visant à compromettre son indépendance éditoriale. Le Conseil des Médias Hongrois **a refusé** (en anglais) de prolonger la licence de la station de radio Klubrádió, l'un des rares organes indépendants restants.

En Turquie, où la liberté d'expression **était remise en cause** (en anglais) avant la pandémie, le gouvernement a interrogé des personnes associées à plus de 6000 comptes de médias sociaux pour des publications liées à la COVID-19 et a adopté une loi restrictive pour censurer les médias sociaux.

L'année dernière, la liberté des médias fut l'objet d'une plus grande menace au Royaume-Uni, en particulier pendant la pandémie. On **a interdit** (en anglais) à un journaliste d'Open Democracy de poser des questions pendant les briefings, tandis que d'autres journalistes ont rencontré des restrictions lorsqu'ils couvraient les briefings quotidiens des médias sur la COVID-19 fournis par le Premier ministre et d'autres responsables.





MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



Europa et Asie Centrale Nouvelles positives

Lois favorables

3

Absolution de
défenseurs des droits
humains

9

Avancées positives
pour la société civile

18

Décisions de justice
positives

21

INTIMIDATION

L'utilisation de l'intimidation comme tactique pour dissuader les journalistes, les OSC et les défenseurs des droits humains a été observée dans au moins 29 pays d'Europe et d'Asie centrale. En particulier, plusieurs cas d'intimidation de femmes journalistes ont été signalés dans la région des Balkans, les menaces étant souvent de nature sexiste. En Macédoine du Nord, une femme journaliste a reçu (en anglais) des messages via Facebook et Twitter contenant des insultes et des discours de haine. Elle a reçu des dizaines de messages la menaçant de viol et de mort en réponse à son travail. En **Bosnie-Herzégovine** (en anglais), une journaliste **a été menacée** (en anglais) pour avoir couvert un reportage sur les droits environnementaux. En **Bulgarie** (en anglais), une journaliste, dont le reportage dépeignait un groupe d'extrême droite sous un jour négatif, **a dû fuir** (en anglais) le pays avec sa famille après avoir prétendument reçu des menaces de personnes inconnues à son encontre et à l'encontre de sa famille, ses informations à caractère personnel ayant été divulguées en ligne.

En Serbie, les OSC et les journalistes qui critiquent le gouvernement continuent **d'être victimes d'intimidation** (en anglais). Un coup a été porté récemment avec la publication d'une liste d'OSC et de journalistes devant faire l'objet d'enquête pour rechercher des liens avec le blanchiment d'argent et le terrorisme.

Des dizaines de personnes, y compris des journalistes, des blogueurs, des militants de la société civile, des manifestants et d'autres personnes critiquant les autorités, sont fréquemment **victimes** (en anglais) d'intimidation, de pressions et d'entraves imposées par les tribunaux au Kazakhstan.

ÉVOLUTIONS ENCOURAGEANTES

Le renforcement du dialogue entre le gouvernement et la société civile en Autriche **a conduit** (en anglais) à une amélioration de l'espace civique, offrant une image positive dont la région a tant besoin. Dans une démarche sans précédent, le gouvernement autrichien a adopté la législation COVID-19 qui reconnaissait le rôle des OSC et a introduit un ensemble de subventions spéciales fournissant un soutien supplémentaire aux OSC pendant la pandémie. L'amélioration de l'espace pour la société civile est due au changement politique, le parti des Verts, favorable aux OSC, remplaçant l'extrême droite Parti de la Liberté en Autriche (FPÖ) dans une coalition avec le Parti du Peuple (ÖVP).



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



PAYS PRÉOCCUPANT: LA POLOGNE

Au cours des cinq dernières années, sous la gouvernance du parti au pouvoir Loi et Justice (PiS), la Pologne a connu une diminution rapide de l'espace civique. Le parti au pouvoir a sapé l'État de droit et l'indépendance judiciaire, ce qui a eu un impact négatif sur les libertés civiques fondamentales. Le gouvernement **a renforcé** (en anglais) son programme anti-LGBTQI+, un tiers des municipalités polonaises adoptant des résolutions «contre la propagande LGBTQI+» et se déclarant «zones sans LGBT». Lors de l'élection présidentielle, qui a eu lieu en juin et juillet 2020, le président sortant Andrzej Duda a durci sa rhétorique anti-droits, faisant remarquer que les personnes LGBTQI+ ne sont «pas des personnes, mais une idéologie». Les militants LGBTQI+ **ont été victimes de persécution** (en anglais), avec l'arrestation séparée, pour avoir offensé des sentiments religieux, de trois militants LGBTQI+ qui avaient accroché des drapeaux arc-en-ciel.

Des manifestations massives **ont éclaté** (en anglais) en octobre 2020 et se poursuivent au moment de la rédaction du présent rapport, à la suite d'une décision du Tribunal Constitutionnel d'imposer une interdiction quasi totale de l'avortement, dans un pays qui dispose déjà de l'une des lois sur l'avortement les plus strictes de l'Union européenne. Les manifestants se sont heurtés à une force excessive de la part des forces de l'ordre ainsi qu'à la violence de groupes d'extrême droite.

La liberté des médias en Pologne est également en péril, le PiS **ciblant** (en anglais) des organes de presse indépendants tels que Gazeta Wyborcza avec des dizaines de poursuites judiciaires pour intimider et censurer sa couverture indépendante de l'information. La chaîne de télévision publique polonaise Telewizja Polska a été utilisée à plusieurs reprises comme porte-parole du gouvernement. Un projet de loi **ciblant** (en anglais) les OSC financées par des fonds étrangers est également sur la table, ce qui constitue une menace majeure pour la liberté d'association. Le gouvernement déclare que le but d'une telle loi est de lutter contre les OSC qui servent des intérêts étrangers.



Pologne | photo par Omar Marques/Getty Images



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD



DÉGRADEDES
IRAK RÉPRIMÉ FERMÉ

UN APERÇU DES CLASSIFICATIONS

Aucune amélioration majeure de l'espace civique dans la région MENA n'a été documentée au cours de l'année écoulée, ce qui indique que les conditions pour la société civile demeurent très difficiles. Tandis que les États doublent la mise dans la répression de l'espace civique, les défenseurs des droits humains, les journalistes et autres activistes continuent de faire les frais des excès autoritaires. En **Irak** (en anglais) et au **Liban** (en anglais), un an de mouvements de protestation a donné lieu à de nouvelles violations de l'espace civique. Des militants, dont **le plus éminent** (en anglais) défenseur des droits humains des Émirats Arabes Unis (EAU), Ahmed Mansoor, sont toujours en prison tandis qu'en Arabie saoudite, 13 défenseurs des droits des femmes sont toujours en prison à la suite d'une série d'arrestations débutée en mai 2018 de défenseurs des droits des femmes. Alors qu'en Iran les groupes de défense des droits humains ont plaidé pour la libération des défenseurs des droits humains détenus, car les prisons présentaient un risque accru d'infection par le COVID-19, seules trois femmes défenseuses des droits humains ont été libérées grâce, en partie ou totalement, au virus: **Nargess Mohammadi** (en anglais) ainsi que **Nazanin Zaghari Ratcliffe** (en anglais) et **Nasrin Sotoudeh** à titre provisoire. À Bahreïn, le militant des droits humains Nabeel Rajab a finalement été libéré de prison en juin 2020, après avoir été détenu depuis 2016 pour

avoir exprimé pacifiquement ses opinions sur Twitter, mais doit tout de même purger les trois dernières années de sa peine à son domicile. Beaucoup d'autres risquent encore de contracter le COVID-19 en prison. En **Palestine** (en anglais), les journalistes risquent d'être arrêtés et détenus à la fois par les forces nationales et les forces israéliennes, et au **Yémen** (en anglais), ce risque vient à la fois des deux parties belligérantes. Les droits des travailleurs migrants continuent d'être sérieusement violés dans la région, des États tels que le Qatar **refusant** (en anglais) aux travailleurs les droits et libertés fondamentaux, y compris le droit de former des syndicats. Dans toute la région, la répression des femmes et des défenseurs des droits des femmes se poursuit, notamment en **Iran**, en **Egypte** (documents en anglais) et en **Arabie saoudite** (en anglais).

Les dernières classifications du CIVICUS Monitor classent l'espace civique comme « fermé » dans neuf pays, avec cinq pays classés comme « réprimé » et cinq comme « obstrué ». La plupart des classifications restent inchangées, à l'exception d'une baisse notable en Irak, qui est déclassé de « réprimé » à « fermé ». Cela fait suite à un mouvement de protestation populaire **débuté** (en anglais) en octobre 2019, qui a connu une réaction musclée accompagnée d'une vaste campagne de répression en l'encontre de la liberté d'expression ainsi que de nombreuses violations des droits humains, violations qui continuent d'être documentées.

RESTRICTIONS DE L'ESPACE CIVIQUE

Les cinq violations les plus signalées dans la région MENA au cours de la période considérée ont été la censure, le harcèlement, la détention des journalistes, la détention des défenseurs des droits humains et les attaques contre des journalistes. Indiquant que les défis de l'espace civique demeurent solidement ancrés, la plupart d'entre eux sont inchangés par rapport aux cinq violations les plus signalées documentées en 2019, la seule variation étant que les attaques contre des journalistes remplacent l'intimidation dans cette dernière analyse.

LA CENSURE

La censure conserve sa position de violation la plus enregistrée dans la région MENA, ayant été observée dans 14 des 19 pays.

La censure a pris diverses formes, y compris le blocage de sites web, comme on l'a vu en Palestine lorsqu'un tribunal **a ordonné** (en anglais) aux fournisseurs de services Internet de bloquer 59 sites Web. À Oman, les comptes Twitter des féministes omanaises **ont été suspendus** (en anglais) et on a observé une censure généralisée à la Foire du livre de Mascate 2020, avec de nombreux livres d'écrivains omanais **saisis** (en anglais) et interdits d'exposition.



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



Au Maroc, les autorités **ont promulgué des lois** (en anglais) pour censurer et restreindre la liberté d'expression sur les réseaux sociaux. La suspension et la fermeture des organes de presse étaient une autre tactique, comme on l'a vu en Irak lorsque la Commission des Communications et des Médias **a ordonné** (en anglais) la fermeture de plusieurs chaînes de télévision et de radio et **suspendu** (en anglais) les activités de l'agence Reuters. En Égypte, les autorités **ont retiré** (en anglais) l'accréditation d'un journaliste tout en mettant en garde un autre pour des reportages de «mauvaise foi». Par ailleurs, le Conseil Suprême Égyptien des Médias a envoyé une lettre d'avertissement à 16 sites Web d'information et à des comptes de réseaux sociaux au sujet de leurs publications en ce qui concerne les publications de fausses nouvelles sur le COVID-19, qui comprenait une directive interdisant la publication de toute information autre que les données officielles du Ministère de la Santé. En Jordanie, des groupes de la société civile **ont exprimé** (en anglais) leur inquiétude face au fait que les nouvelles restrictions imposées par le gouvernement pour freiner la propagation du COVID 19 limiteraient essentiellement la liberté des gens de partager des informations ou de critiquer la gestion de la pandémie par le gouvernement.

HARCÈLEMENT

Le harcèlement a été documenté dans 11 pays. Les autorités iraniennes **ont arrêté et convoqué** (en anglais) des membres de la société civile, des journalistes et des membres du public qui s'étaient tournés vers les médias sociaux pour critiquer la gestion par le gouvernement de l'épidémie de COVID-19. Au Liban, des dizaines de personnes et de militants **ont été convoqués** (en anglais) pour interrogatoire pour leur participation au soulèvement populaire, ainsi que **dans le cadre des poursuites en matière d'exercice de la liberté d'expression** (en anglais), notamment pour insultes et pour diffamations. Le harcèlement, tel qu'il a été observé en Libye, a également pris la forme d'un examen minutieux ainsi que d'une fouille **organisée et systématique** (en anglais) des équipements personnels par les forces de sécurité, ciblant des activistes, des avocats, des défenseurs des droits humains, des professionnels des médias et des blogueurs. En Égypte, les autorités **ont effectué des descentes** (en anglais) sur les maisons des familles des activistes pour les convoquer à des interrogatoires et les ont ensuite maintenues en détention. De même, aux Émirats Arabes Unis, l'appareil de sécurité de l'État **a pris pour cible** (en anglais) les proches de plusieurs défenseurs des droits humains en révoquant leur citoyenneté, en refusant de renouveler leurs documents d'identité et en émettant des interdictions de voyager. Le harcèlement judiciaire a également souvent été utilisé pour punir et limiter la dissidence, comme on l'a vu en Iran dans le cas de la défenseure des droits humains Atena Daemi, qui s'est vue refuser sa libération de prison en juin 2020 alors qu'elle avait purgé une peine de cinq ans, après que les autorités ont manœuvré pour **rouvrir** (en anglais) d'autres poursuites contre elle. Au Yémen, certains journalistes **ont été soumis** (en anglais) à des interdictions de voyager

LES CINQ TYPES DE VIOLATIONS LES PLUS FRÉQUENTES DE LA MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD



1. CENSURE



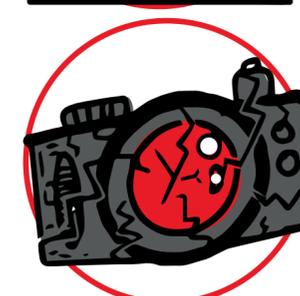
2. HARCÈLEMENT



3. ARRESTATION DE JOURNALISTES



4. ARRESTATION DE DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS



5. ATTAQUES CONTRE LES JOURNALISTES



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



JOURNALISTES DÉTENUS

La détention de journalistes a souvent été utilisée pour réprimer la dissidence dans la région, comme cela a été documenté pour neuf pays.

En Égypte, les forces de sécurité ont poursuivi la **détention systématique** (en anglais) de journalistes, les autorités ayant utilisé la pandémie de COVID-19 comme prétexte pour restreindre davantage la liberté d'expression. De même, en Tunisie, des blogueurs **ont été arrêtés** (en anglais) en lien avec des publications sur les réseaux sociaux critiquant la réponse du gouvernement à la pandémie, tandis qu'en Jordanie, les autorités **ont arrêté** (en anglais) Salim Akash, un journaliste bangladais basé en Jordanie, pour sa couverture de l'impact des mesures de confinement sur les travailleurs migrants bangladais en Jordanie. À Oman, des journalistes **ont été arrêtés et détenus** (en anglais) pour avoir publié sur les réseaux sociaux, et en Irak, des journalistes **ont été pris pour cible et arrêtés** (en anglais) alors qu'ils couvraient le mouvement de protestation populaire en cours. Au Yémen, des violations ont été commises par diverses parties au conflit, notamment des cas d'arrestations de journalistes tels que **Moufid Ahmed Al-Ghailani** (en anglais) et **Radwan Al-Hashed** (en anglais), et **la condamnation** (en anglais) à mort de quatre autres. En Palestine, des journalistes **risquaient d'être arrêtés** (en anglais) à la fois par les forces israéliennes et forces palestiniennes pour avoir couvert des questions concernant la Cisjordanie et la Bande de Gaza.

ÉVOLUTIONS ENCOURAGEANTES

Malgré une image peu reluisante, il y a eu quelques évolutions encourageantes de l'espace civique au cours de l'année. À Bahreïn, la **libération conditionnelle** (en anglais) de Nabeel Rajab est intervenue après des années de **plaidoyer soutenu de la société civile** (en anglais). Rajab a été libéré aux côtés d'autres prisonniers d'opinion, mais d'autres comme Abdulhadi Al-Khawaja sont toujours en prison. En Iran, la peine de 16 ans de prison de la défenseure des droits humains Narges Mohammadi pour avoir plaidé contre la peine de mort **a été commuée** (en anglais) en octobre 2020, ce qui lui a permis de sortir de prison. En Tunisie, la cour d'appel **a confirmé** (en anglais) les décisions des tribunaux précédents et a rejeté la tentative de longue date du gouvernement d'arrêter les activités du groupe de défense des droits LGBTQI+ Shams. Au Koweït, 13 défenseurs des droits humains **ont été acquittés** (en anglais) des accusations liées à leur travail de défense des droits de la communauté exclue des bidoues, et ce après avoir été arrêtés et détenus en juillet 2019.



Moyen Orient et Afrique du Nord Nouvelles positives

Avancées positives
pour la société civile

1

Absolution de
défenseurs des droits
humains

1

Decisions de justice
positives

1

Libération de
défenseurs des
droits humains

8

Sur la base des 33 mises à jour publiées par le CIVICUS Monitor entre le 12 novembre 2019 et le 31 octobre 2020 concernant les pays de cette région. Tunisie | photo par NurPhoto/Getty Images



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



PAYS PRÉOCCUPANTS: LE LIBAN ET L'IRAK

Alors que les mouvements de protestation qui ont commencé en octobre 2019 en Irak et au Liban se sont poursuivis tout au long de 2020, les autorités, en particulier les forces de sécurité, ont réagi en intensifiant leur campagne de répression des droits des manifestants, des militants et des journalistes.

Au Liban, 4338 mobilisations **se sont tenues** (en anglais) dans le cadre d'un mouvement de protestation anti-gouvernemental à l'échelle nationale. Les autorités **ont réagi** (en anglais) violemment aux manifestations où on a observé une recrudescence dans la répression des manifestants et militants parmi la population civile. Malgré l'énorme **explosion du port** (en anglais) de Beyrouth en août 2020, qui a laissé dans son sillage une traînée de destruction, une société civile résiliente a poursuivi contre toute attente ses mobilisations pour exiger la redevabilité gouvernementale et la justice sociale, dans un contexte où **l'utilisation** (en anglais) de la force meurtrière et excessive est permanente.

En Irak, depuis le 1^{er} octobre 2019, un mouvement de protestation populaire **est en cours** avec des manifestants réclamant de meilleurs services et la fin d'un chômage rampant et d'une corruption généralisée. De nombreuses violations des droits humains continuent **d'être signalées**, dont la gravité et l'ampleur indiquent une réduction drastique de l'espace civique. Au cours de l'année écoulée, le CIVICUS Monitor a fait état d'une vaste campagne de répression vis-à-vis de la liberté d'expression et de l'utilisation continue de la force meurtrière par les autorités et les milices armées, entraînant la mort et des blessures de manifestants à grande échelle, ainsi que des attaques répétées, des enlèvements et des assassinats d'activistes et de journalistes, arrestations et détentions massives de manifestants, d'activistes et de journalistes, et coupures d'Internet visant à entraver les mouvements de protestation.

FEMMES: FAROUCHES DÉFENSEURES DE L'ESPACE CIVIQUE DANS LA RÉGION MENA

Dans la région MENA, notre analyse montre que dans l'ensemble, les femmes continuent de jouer un rôle majeur dans la défense de l'espace civique et des droits humains. Celles-ci

continuent, dans un même temps, d'être visées en raison de leur activité non violente en faveur des droits humains.

Au Liban, les femmes **ont été** (en anglais) en première ligne du soulèvement populaire. Les organisations féministes et de droits des femmes ont joué un rôle clé dans les manifestations en organisant et en mobilisant la population et **en organisant** (en anglais) des manifestations spécifiques de femmes. En Irak également, des milliers de femmes **ont participé** (en anglais) au mouvement de protestation populaire. Dans le même temps, en Arabie saoudite, le **maintien en détention** (en anglais) de femmes défenseuses des droits humains qui ont plaidé pour l'extension très limitée des droits dont jouissent désormais les femmes saoudiennes montre un contraste frappant entre les déclarations publiques des autorités sur les droits des femmes et le traitement effroyable de ces dernières qui les protègent et les défendent.

Les rapports du CIVICUS Monitor continuent d'illustrer le rôle important et la remarquable résilience des femmes défenseuses des droits humains dans la défense de l'espace civique et des droits des femmes dans la région MENA.



Lban | photo par Marwan Tahtah/Getty Images



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



RECOMMANDATIONS

AUX ÉTATS:

- Garantir que toute mesure et législation exceptionnelles prises pour lutter contre la pandémie ne restreigne en aucun cas certains droits fondamentaux, notamment le droit à la vie, l'interdiction de la torture ou d'autres châtiments cruels, inhumains ou dégradants, la reconnaissance devant la loi et la présomption d'innocence.
- Veiller à ce que toute législation promulguée ou mesure mise en œuvre soit nécessaire et proportionnée aux nécessités de santé publique, qu'elle ne soit en aucun cas discriminatoire, y compris pour des raisons de race, d'origine ethnique, de sexe, d'identité sexuelle, de langue, de religion et d'origine sociale, être limitée dans la durée et soumise à un contrôle suffisant tant de la part de l'organe législatif que des cours et tribunaux.
- Garantir pleinement le droit à la liberté de réunion pacifique conformément au droit et aux normes internationales. Veiller à ce que toutes les restrictions sur les rassemblements publics soient régulièrement évaluées pour déterminer si elles continuent d'être nécessaires et proportionnées à la lumière de l'urgence sanitaire.
- Réexaminer et, si nécessaire, actualiser la formation existante aux droits de l'homme au niveau de la police et des forces de sécurité, et ce avec l'aide d'OSC indépendantes, pour favoriser l'application cohérente des lois et des normes en matière de droit international humanitaire lors des manifestations, y compris les Principes de Base des Nations Unies sur le Recours à la Force et aux Armes à Feu. Cela devrait s'accompagner d'une garantie de redevabilité lorsque des violations se produisent pendant l'encadrement des manifestations.
- Veiller à ce que la liberté d'expression soit sauvegardée sous toutes ses formes en mettant l'ensemble de la législation nationale en conformité avec le droit et les normes internationales et s'abstenir de censurer les médias sociaux et conventionnels. Toute restriction doit découler d'une décision d'une autorité judiciaire indépendante et impartiale, et être conforme à une procédure régulière ainsi qu'aux normes de légalité, de nécessité et de légitimité. Les entreprises ne doivent pas non plus capituler devant des demandes de censure qui ne sont pas conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme.
- Maintenir un accès fiable et sans entrave à Internet et mettre fin aux coupures d'Internet qui empêchent les gens d'obtenir des informations et des services essentiels pendant la crise. Les restrictions d'accès à Internet ne peuvent être justifiées pour des raisons d'ordre public ou de sécurité nationale.
- Abroger toute législation qui criminalise les expressions fondées sur des concepts vagues tels que «fausses nouvelles» ou criminalise la désinformation en relation avec la pandémie COVID-19, car ces lois ne sont pas compatibles avec les exigences de légalité et de proportionnalité.
- Reconnaître et réaffirmer explicitement le travail et la légitimité des défenseurs des droits de l'homme (DDH) et des journalistes et soutenir publiquement leur travail.
- Prendre des mesures pour favoriser un environnement sûr, respectueux et propice pour la société civile et travailler avec ces groupes pour établir des mécanismes de protection nationaux efficaces qui répondent aux besoins des personnes à risque.
- Prendre des mesures pour lutter contre l'impunité en matière d'attaques à l'encontre des défenseurs des droits humains et des journalistes, en veillant à ce que ces actes de violations fassent l'objet d'enquêtes indépendantes et rapides et que les auteurs soient traduits en justice.
- Libérer les défenseurs des droits humains détenus dans le cadre de leur travail en faveur des droits humains ainsi que de toute personne détenue illégalement. Les personnes en prison ou dans d'autres centres de détention sont particulièrement exposées au COVID-19.



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX ET RÉGIONAUX

- Faire pression sur les États pour qu'ils abrogent ou modifient substantiellement la législation restrictive de libertés qui n'est pas conforme au droit et aux normes internationales en matière de protection de la liberté d'association, de réunion pacifique et d'expression.
- Protéger et ouvrir des espaces pour que la société civile plaide et participe à la prise de décision. Renforcer les mécanismes existants et mettre en place de nouveaux mécanismes pour lutter contre les représailles à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme qui coopèrent avec les mécanismes internationaux et régionaux.
- Prendre les mesures nécessaires pour garantir que les militants et les acteurs de la société civile ne soient pas mis en danger en raison des informations qu'ils fournissent et interpeller publiquement les États qui imposent des restrictions à la participation de la société civile.

AUX DONATEURS:

- Fournir à la société civile un soutien à long terme, sans restriction et au niveau de la base dans les pays où cette dernière est confrontée à des restrictions croissantes de la part des États. Les bailleurs de fonds devraient apporter un soutien spécifique aux groupes menant des activités de plaidoyer dans les pays où l'espace civique se ferme rapidement.
- Adopter des approches participatives pour l'octroi de subventions. Inclure les organisations de défense des droits de l'homme dans la conception des programmes et mener des évaluations de la situation avec les OSC; maintenir l'engagement à chaque étape, y compris lorsque le fonds a été octroyé, pour créer des stratégies d'adaptation et de réaffectation avec les bénéficiaires lorsque cela est requis par un environnement de travail difficile.
- Donnez la priorité à la sécurité. Dans les cas sensibles, les donateurs doivent trouver un équilibre entre les besoins de transparence et de sécurité. Lorsque le travail de la société civile et des droits de l'homme sont criminalisés, les défenseurs sont sous surveillance ou font face à un harcèlement constant, il est nécessaire que des informations clés telles que l'identité, le travail, leurs activités et le lieu où elles se tiennent demeurent secrètes. Soutenir les programmes pour garantir que les défenseurs disposent de la formation, des compétences et de l'équipement appropriés pour mener à bien leur travail en toute sécurité.



Philippines | Photo by Ezra Acayan/Getty Images



MÉTHODOLOGIE

L'ESPACE CIVIQUE
DANS UNE SPIRALE
DESCENDANTE

COVID-19: UN PRÉTEXTE
À LA RÉPRESSION

UN BLOCUS DE
L'INFORMATION

SIMILITUDES ET
DIFFÉRENCES
RÉGIONALES

UNE CRISE INÉGALE

NOTES POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE
CENTRALE

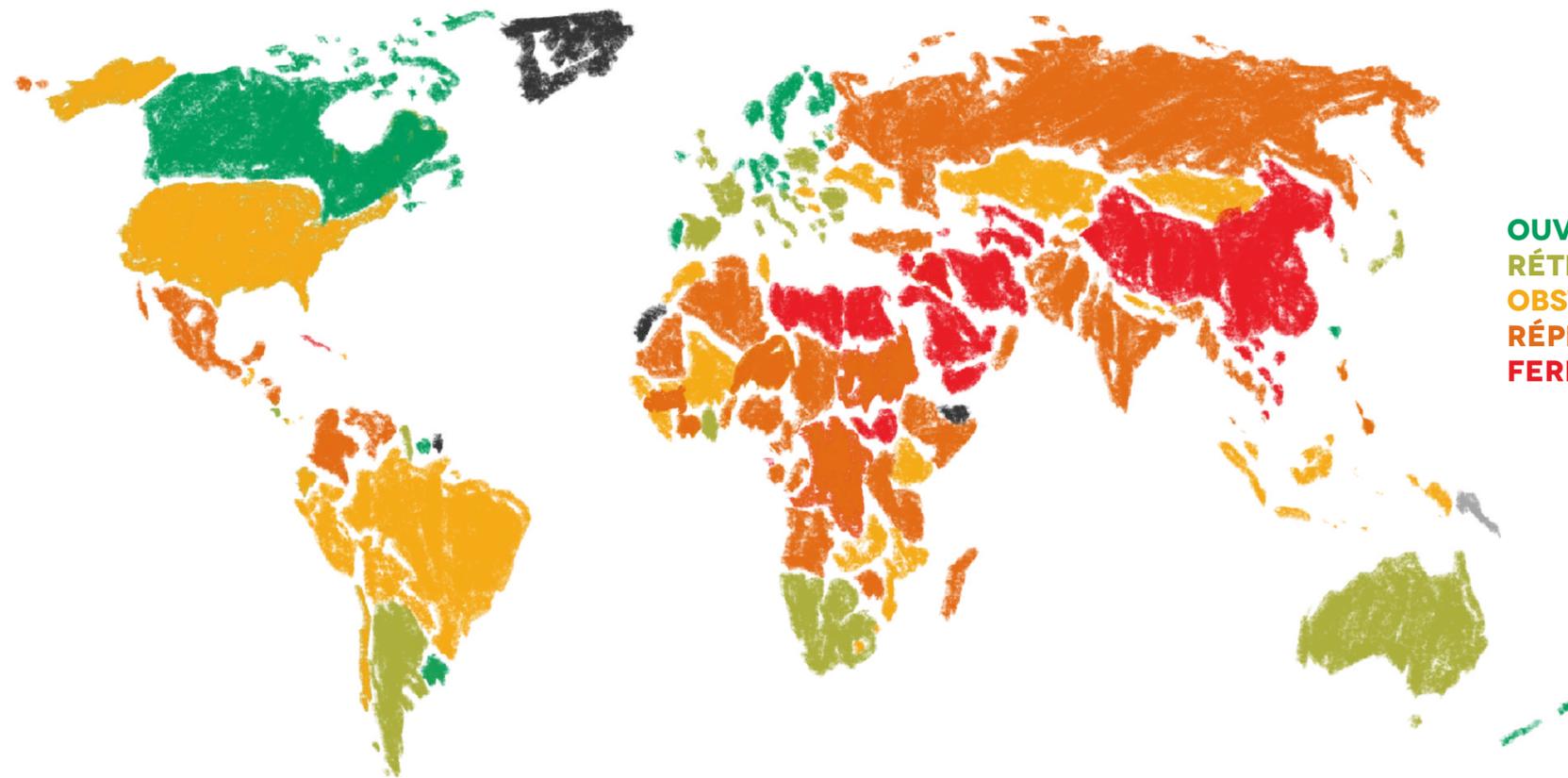
MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION
RÉGIONALE



CLASSIFICATION RÉGIONALE



OUVERT
RÉTRÉCI
OBSTRUÉ
RÉPRIMÉ
FERMÉ

AFRIQUE: Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Sao Tome et Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sud-Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe.

AMÉRIQUES: Antigua et Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbades, Belize, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, Equateur, Etats-Unis, El Salvador, Grenade, Guatemala, Guyana, Haiti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Sainte-Lucie, Saint Kitts et Nevis, Saint Vincent et les Grenadines, Suriname, Trinité et Tobago, Uruguay, Venezuela.

ASIE ET PACIFIQUE: Afghanistan, Australie, Bangladesh, Bhoutan, Brunei Darussalam, Cambodge, Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Fidji, Iles Marshall, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Japon, Kiribati, Laos, Malaisie, Maldives, Micronésie,

Mongolie, Myanmar, Nauru, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Palau, Papouasie Nouvelle Guinée, Philippines, Samoa, Singapour, Sri Lanka, Taiwan, Thaïlande, Timor Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Vietnam.

EUROPE ET ASIE CENTRALE: Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Biélorussie, Bosnie Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Kazakhstan, Kosovo, Kirgizstan, Latvie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Malte, Moldavie, Monaco, Monténégro, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie, Ukraine.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD: Algérie, Arabie Saoudie, Bahreïn, Egypte, Emirats Arabes Unis, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, Syrie, Tunisie, Yemen.

LE POUVOIR DU PEUPLE ATTAQUÉ 2020

UN RAPPORT BASÉ SUR LES DONNÉES DU CIVICUS MONITOR

CIVICUS: ALLIANCE MONDIALE POUR LA PARTICIPATION CITOYENNE

25 OWL STREET, 6TH FLOOR

JOHANNESBOURG, AFRIQUE DU SUD, 2092

TÉLÉPHONE: +27 (0)11 833 5959

EMAIL: MONITOR@CIVICUS.ORG

MONITOR.CIVICUS.ORG



@CIVICUSMONITOR